



La nouvelle gouvernance financière de l'État depuis la LOLF

Sommaire

1	Introduction et références juridiques	3
2	Mise en place de la LOLF	4
2.1	Ouvrages.....	4
2.2	Articles.....	6
3	Architectures budgétaire et comptabilité publique.....	9
3.1	Ouvrages.....	9
3.2	Articles.....	10
4	Contrôle parlementaire des finances publiques et transparence budgétaire.....	12
4.1	Ouvrages.....	12
4.2	Articles.....	13
5	Performance et évaluation de l'action publique.....	15
5.1	Ouvrages.....	15
5.2	Articles.....	15
6	Renouvellement de la gestion des ressources humaines.....	18
6.1	Ouvrages.....	18
6.2	Articles.....	18
7	Impacts sur la déconcentration et la décentralisation	20
7.1	Ouvrages.....	20
7.2	Articles.....	22
8	Applications sectorielles	24
8.1	Ouvrages.....	24
8.2	Articles.....	25
9	Expériences étrangères, aspects comparatifs.....	27
9.1	Articles.....	27



10	Bilan et regards critiques	29
10.1	Ouvrages	29
10.2	Articles	31

1 Introduction et références juridiques

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001, qui s'est appliquée entièrement pour la première fois à l'exercice budgétaire 2006, a réformé profondément le cadre du budget de l'État. Au-delà d'une nouvelle architecture budgétaire et de l'introduction de normes comptables renouvelées, elle entend faire passer la gestion publique d'une culture de moyens à une culture de résultats grâce à une responsabilisation accrue des gestionnaires et à la mise en œuvre d'une démarche de performance. Mais elle renforce également le pouvoir de contrôle du Parlement et de la Cour des comptes dans un souci de transparence des finances publiques.

Cette « réforme budgétaire de type managérial » s'inspire de celles menées au préalable dans d'autres pays et la LOLF apparaît bien comme l'un des puissants leviers de la réforme de l'État.

Cette réforme s'appuyant sur une logique de performance budgétaire a pu se heurter en 2010 à la RGPP (révision générale des politiques publiques), outil au service de la réforme de l'État abandonné et remplacé par la Modernisation de l'Action Publique (MAP) en 2012. La refonte de la comptabilité publique, issue de la mise en œuvre de la LOLF, est intervenue cette même année. Le décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptabilité publique (dit « décret GBCP ») poursuit la modernisation de la fonction financière de l'État amorcée avec la LOLF en intégrant les organismes publics dans cette démarche.



Zoom sur

Les dates clés de mise en place de la LOLF pour la réforme du cadre budgétaire

- 1er août 2001 : promulgation de la LOLF
- 17 juin 2002 : création d'un ministère délégué au Budget et à la Réforme budgétaire
- 21 janvier 2004 : présentation au Parlement de la première maquette du budget selon les principes de la LOLF avec une année d'avance sur le plan initial
- 22 septembre 2004 : présentation au Parlement, à titre indicatif, du projet de budget 2005 selon la LOLF
- 2 juin 2005 : rattachement du ministère de la Réforme de l'État à celui du Budget
- 12 juillet 2005 : promulgation de la loi organique modifiant la LOLF
- 1er janvier 2006 : entrée en vigueur du premier budget voté selon les principes de la LOLF

➤ [Forum de la performance](#)

[consulté le 11/12/2017]

site visant à présenter au grand public le financement de l'action de l'État et le coût des politiques publiques. Une partie est spécifiquement consacrée à la LOLF dans la rubrique « La performance et gestion publique ».

➤ [La nouvelle "constitution financière" de l'État](#)

[consulté le 11/12/2017]

dossier d'actualité constitué par la Documentation française sur la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) 2001-2005. Mis à jour en 2011 mais très bien fait.

La bibliographie « [Ouvrages de référence \(Droit, Administration, finances publiques, concours...\)](#) » contient un chapitre sur les ouvrages incontournables des finances publiques.

Un flyer est également consacré aux « [Finances publiques](#) ».



Zoom sur

Les références juridiques

- [Loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances](#)
- [Loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finance](#)
- [Loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution](#)
- [Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique](#)
- [Loi organique n° 2012-1403 du 17 décembre 2012 relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques](#)

2 Mise en place de la LOLF

2.1 Ouvrages



Assemblée nationale (1958-....-

Du débat parlementaire aux services déconcentrés de l'État : les conditions de réussite de la LOLF : rapport d'information sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances / présenté par Michel Bouvard, Didier Migaud, Charles de Courson [et al] ; déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Paris : Assemblée nationale, 2006, 81 p. ; 24 cm. (Rapport d'information AN ; 3165. Les documents d'information DIAN ; 56/2006)

[En ligne sur Internet](#)

3 parties : Bilan du débat budgétaire, un premier exercice encourageant (I), L'application de la LOLF dans les services déconcentrés de l'État (II), Une modernisation des systèmes d'information urgente et indispensable (III)

336 DEB



Assemblée nationale (1958-...

LOLF et réformes de l'État : complémentarité ou contradiction ? : rapport d'information sur l'articulation entre la LOLF et les réformes de l'organisation de l'État / présenté par Michel Bouvard, Jean-Pierre Brad, Thierry Carcenac [et al] ; déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.

Paris : Assemblée nationale, 2010, 64 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 2706. Les documents d'information DIAN ; 55/2010)

[En ligne sur internet](#)

336 LOL



Assemblée nationale (1958-.... –

Le système d'information financière de l'État : une condition de réussite de la LOLF, toujours en attente : rapport d'information sur les systèmes d'information de l'État / présenté par Michel Bouvard, Jean-Pierre Brad, Thierry Carcenac [et al] ; déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Paris : Assemblée nationale, 2009, 31 p. ; 42 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 1376. Les documents d'information DIAN ; 01/2009)

[En ligne sur internet](#)

336 SYS



Arkwright, Edward

Économie politique de la LOLF : rapport / Conseil d'analyse économique (CAE) ; Edward Arkwright, Christian de Boissieu, Jean-Hervé Lorenzi... [et al] ; commentaires Philippe Herzog ; compléments André Balilari, Elie Cohen, François Ecalte... [et al].

Paris : La Documentation française, 2007, 371 p. ; 24 cm. - (CAE ; 65)

[En ligne sur internet](#)

Les auteurs procèdent à un examen systématique d'un texte qui vise à « à substituer un fonctionnement managérial à un fonctionnement juridique ».

336 ARK



Arkwright, Edward ; Courrèges, Cécile ; Stanislas Godefroy ... [et al.]

Les finances publiques. 7^e éd.

Paris : La Documentation française, 2013, 199 p. ; 18 cm. - (Découverte de la vie publique)

Présentation, sous forme de questions-réponses, de l'organisation et du fonctionnement des finances publiques : définitions et histoire, les ressources et les dépenses de l'État et le décryptage de la LOLF, les finances des collectivités territoriales, la protection sociale, les finances publiques françaises et l'Union européenne. Des encadrés permettent de fixer ou d'élargir les notions abordées.

336 FIN



Barilari, André ; Bouvier, Michel

La LOLF et la nouvelle gouvernance financière de l'État. 3^e éd.

Paris : LGDJ, 2010, 261 p. ; 21 cm. - (Systèmes. Finances publiques)

336 BAR



Camby, Jean-Pierre (coord.)

La réforme du budget de l'État : la loi organique relative aux lois de finances. 3^e éd.

Paris : LGDJ, 2011, 421 p. ; 21 cm. - (Systèmes. Finances publiques)

La loi commentée article par article

336 REF



Catteau, Damien

La LOLF et la modernisation de la gestion publique : la performance, fondement d'un droit public financier rénové

Paris : Dalloz, 2007, 556 p. ; 24 cm. - (Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle)

Le document propose un bilan des premières applications de la LOLF. Il étudie notamment la responsabilité des nouveaux gestionnaires publics et l'évolution du rôle de la Cour des comptes. Prix thèse 2006 du Sénat

336 CAT



Damarey, Stéphanie

La loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances - 2^e éd.

Paris : Ellipses, 2016. - 171 p. ; 21 x 15 cm. - (Mise au point)

Analyse des bouleversements opérés par la nouvelle constitution financière pour la France en matière de principes qui doivent permettre une gestion responsabilisante en termes d'objectifs et de résultats.

336



La loi organique de 2001 relative aux lois de finances / commentaire de Loïc Philip, Céline Viessant. - Edition 2014

Paris : La Documentation française, 2014. - 96 p. ; 30 cm.

Présentation de la loi organique de 2001 : les ressources et les charges de l'État, le contenu, l'examen et le vote des projets de loi de finances, l'information et le contrôle sur les finances publiques et l'entrée en vigueur et l'application de la loi organique. Inclut la table de la jurisprudence et l'ordonnance du 2 janvier 1959.

336 LOI



Lambert, Alain ; Migaud, Didier

La mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) : à l'épreuve de la pratique, insuffler une nouvelle dynamique à la réforme : rapport au gouvernement

Paris : Ministère de l'économie et des finances, 2006, 181 p. ; 30 cm

[En ligne sur internet](#)



Mekhantar, Joël

Finances publiques de l'État : la LOLF et le nouveau droit budgétaire de la France

Paris : Hachette supérieur, 2011, 239 p. ; 19 cm. - (Les fondamentaux. droit)

336 MEK



Ministère de l'économie et des finances

Guide pratique de la LOLF : comprendre le budget de l'État. Édition 2012

Paris : Ministère de l'économie et des finances, 2012, 75 p. ; 30 cm.

Ce guide fait le point en 4 chapitres : les fondamentaux de la LOLF (I) ; la nouvelle gouvernance budgétaire (II) ; la nouvelle gestion publique (III), les mots-clés de la LOLF (IV)

336 GUI



Mordacq Frank (coord.) ; préface de Jean-François Copé ; avant-propos d'Alain Lambert et Didier Migaud

La LOLF : un nouveau cadre budgétaire pour réformer l'État

Paris : LGDJ, 2006 XVIII-412 p. ; 21 cm. - (Systèmes)

336 LOL



Paul, Michel

L'essentiel de la LOLF : la nouvelle Constitution financière de la France. - 2e éd.

Paris : Gualino, 2007, 190 p. ; 17 cm. - (Les carrés ; Droit, Science politique)

336 PAU



Réformes des finances publiques et modernisation de l'administration : Mélanges Robert Hertzog

Paris : Economica, 2010. - 656 p. ; 24 cm

Voir notamment : Performance et gestion publique / Jacques Chevallier. Quelles finances pour quelle défense ? "Les crédits de la sécurité de la défense : LOLF AN V" / Matthieu Conan. Le Parlement et la loi de finances / Michel Lascombe. Vers un modèle unique de gestion publique ? / Loïc Levoyer. Le choix des gestionnaires de budget opérationnel de programme - La gestion publique entre empirisme et réglementation / Christophe Pierucci. Performance et activité des juridictions administratives / Jean-Luc Pissaloux. La LOLF et l'accueil des demandeurs d'asile / Salim Zeibak.

336 REF



Waline, Charles ; Desrousseaux, Pascal ; Godefroy, Stanislas

Le budget de l'État

Paris : La Documentation française, 2012, 189 p. ; 24 cm. - (Les études de la Documentation française ; 5346-47)

Le cheminement de l'élaboration, de l'adoption, de l'exécution du texte budgétaire. Présente le rôle des différents acteurs et les nouvelles règles induites par la mise en œuvre de la LOLF.

336 WAL

2.2 Articles

Ayrault, Ludovic

LOLF et droit administratif

In : Droit Administratif, n° 2, Février 2007

[Accès réservé aux publics de l'École :](#)



Durand, Jean-Marc

La loi de finances 2005 sous le signe de la LOLF : le sacre des principes du libéralisme économique au cœur même du budget de l'État

In : Économie & politique, 2005, juillet-août, n° 612-613, p. 4-7

Outre les problématiques déjà clairement identifiées comme la réduction des moyens des administrations et la campagne anti-ISF, la loi de finances 2006 est la première dont la préparation est soumise à l'application totale des nouveaux principes édictés par la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Derrière les prétentions affichées

de lisibilité du budget, meilleure maîtrise des crédits et de leur utilisation, meilleure appréhension des charges réelles de l'État, simplification des procédures, amélioration de l'allocation des ressources publiques disponibles, exigences de sincérité et performance, la gestion financière publique est en train de basculer sous la coupe des critères de rentabilité financière appliqués aux entreprises privées.

Godefroy, Stanislas ; Zeller, Henri

La LOLF et la réforme de l'État

in : Cahiers français, n° 346, 2008, septembre-octobre, p. 61-66

La gouvernance des finances publiques a été profondément modifiée par la mise en œuvre de la LOLF qui donne au parlement les moyens d'une meilleure information et d'un contrôle plus approfondi des lois de finance. Innovante dans sa conception – elle résulte de la collaboration de l'Assemblée nationale et du Sénat aux majorités politiques alors opposées, elle l'est aussi quant aux pratiques budgétaires plus efficaces qu'elle autorise. Stanislas Godefroy et Henri Zeller insistent cependant sur son caractère inachevé et sur son impact encore limité sur la réforme de l'État et la maîtrise des dépenses publiques.

Kott, Sébastien

La RGPP et la LOLF : consonances et dissonances

in : Revue française d'administration publique, n° 136, 2010, p. 880-893

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et la révision générale des politiques publiques (RGPP) constituent a priori deux chantiers complémentaires de la réforme de l'État. L'auteur met en évidence trois points de contact et parfois de friction qu'il faudra éclaircir afin d'assurer une meilleure coordination des deux pratiques et *in fine* la pérennité de la RGPP. Le premier concerne le pilotage de la réforme de l'État portée par le pouvoir exécutif dans le cadre de la RGPP et auquel le Parlement souhaite être plus intégré. Le deuxième porte sur la place de la performance, très présente dans la construction de la LOLF, mais à laquelle certains dispositifs RGPP peuvent paraître étrangers. Le troisième traite de la difficulté à mettre en place une logique commune efficace de programmation pluriannuelle des finances publiques.

Accès réservé aux publics de l'École :



La LOLF et la Ve République

in : Revue française de finances publiques, n° 97, 2007, mars, p. 5-118

Contient : LOLF et séparation des pouvoirs. Variations élémentaires sur les forces et les formes budgétaires / Jean Gicquel. La LOLF et les rapports entre les institutions / Jean-Pierre Camby. Le Sénat et la LOLF / Charles Waline. La LOLF et la Cour des comptes / Philippe Séguin. La procédure LOLF : un modèle pour l'élaboration des lois ordinaires ? / Bertrand Mathieu. Brèves réflexions sur les rapports entre les lois de finances et la loi organique relative aux lois de finances / Michel Verpeaux. La LOLF et le renouveau du contrôle / Guy Carcassonne. La LOLF et la Justice / Thierry Renoux et Céline Viessant. LOLF et fonction publique : GRH, performance et management / Yves Chevalier. La loi organique relative aux lois de finances la Ve République / Alain Lambert et Didier Migaud.

La LOLF : ce qui change : [dossier]

in : Regards sur l'actualité, n° 316, 2005, décembre, p. 2-66.

Contient : Historique de la LOLF / Véronique Bedague-Hamilius, Jean-Yves Raude. La LOLF : nouveau budget, nouvelle gestion publique / Françoise Klein. Le nouveau cadre de gestion publique / Marc Simmony. La nouvelle comptabilité de l'État / Michel Bermond. La LOLF et la réforme de l'État / Stanislas Godefroy.

La LOLF : une révolution silencieuse ? : [dossier]

in : La Revue du Trésor, n°7, 2006, juillet, p. 399-584

Dans ce numéro spécial on a cherché à mettre l'accent sur les aspects techniques et de gestion de la LOLF, de façon à se situer au plus près du terrain, pour dépasser le stade de l'information générale, afin de déboucher sur la pratique de la LOLF.

La mise en œuvre de la loi organique sur les lois de finances (LOLF)

in : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration, n° 6, tome 2, 2012, p. 257-274

Les opérateurs publics : [dossier]

in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 3-4, 2009, mars-avril, p. 235-325

Dans ce dossier structuré en trois grandes parties et consacré aux opérateurs publics, le second point s'intitule « les opérateurs et la LOLF » et traite de la nécessité de faire converger les règles comptables issues de la LOLF, l'exigence accrue de transparence vis à vis du parlement et la stratégie de pilotage par la performance dans l'ensemble du secteur public et donc, en premier lieu, de l'urgence de les étendre aux opérateurs de l'État.

Marini, Philippe

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF), un outil pour la réforme de l'État

in : Sociétal, n° 53, 2006, juillet, p. 33-37.

Le budget de l'État est désormais voté selon la nouvelle procédure dite de la LOLF. Le but de la réforme est de donner plus de lisibilité aux lois de finances et surtout plus de pouvoirs au Parlement, tant dans l'élaboration de la loi que dans le contrôle effectif de l'usage des fonds publics. Si cette mise en œuvre est trop récente pour qu'il soit possible de tirer des conclusions définitives, il est utile de faire déjà un premier bilan de cette démarche. Et qui pourrait être plus à même de le faire qu'un des deux rapporteurs généraux de l'Assemblée nationale et du Sénat ?

Mordacq, Franck

LOLF 2006 : la gestion publique sera-t-elle plus efficace ?

in : Les Notes bleues de Bercy, n° 305, 2006, 16 au 31 mars, p. 3-13

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001 est entrée en vigueur par étapes et s'applique à toute l'administration depuis le 1er janvier 2006. Le budget de l'État est désormais découpé en 34 missions, 133 programmes et 620 actions. Sa mise en œuvre ouvre une nouvelle ère de la gestion publique : budget plus lisible et plus complet orienté vers les résultats et une nouvelle comptabilité ; responsabilisation des gestionnaires sur la performance et la transparence ; nouvel élan pour tous les chantiers de modernisation de l'État.

Réformes budgétaires et réformes de l'État : dossier

In : Revue française d'administration publique n° 117, 2006, p. 5-148

Contient : La LOLF : levier de la réforme de l'État / Alain Lambert. La LOLF dans l'histoire des grands textes budgétaires : continuité et innovation / Robert Hertzog. De l'échec de la rationalisation des choix budgétaires (RCB) à la LOLF / Bernard Perret. La LOLF : un texte, un esprit, une pratique / Jean-François Calmette. La LOLF : contrôle ou liberté ? / Sylvie Trosa. Les réformes budgétaires de type managérial : observations chez quelques précurseurs / Jacques Bourgault. L'architecture de la LOLF dans les domaines de l'éducation et de la recherche : choix politiques ou choix techniques ? / Jean-Richard Cytermann. Les indicateurs de la LOLF : une occasion de débat démocratique ? / Jean-René Brunetière. La LOLF et la déconcentration / Bernadette Malgorn. LOLF, gestion des ressources humaines et nouvelles compétences managériales / Pierre Winicki. La LOLF et le contrôle des finances publiques / Michel Lascombe et Xavier Vandendriessche.

[Accès réservé aux publics de l'École](#)



La réforme budgétaire

In : Regards sur l'actualité, n° 297, 2004, janvier, p. 3-50

Contient : La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001 / Guillaume Chabert. Entretien avec Frank Mordacq, directeur de la réforme budgétaire.

Les étapes de la réforme budgétaire : chronologie. Les notions clés de la réforme budgétaire : glossaire.

Trosa Sylvie

Peut-on rendre le budget plus efficace ?

in : Sociétal, n° 43, 2004, 1er trimestre p. 11-15.

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) de 2001 vise à transformer la procédure budgétaire en fixant aux administrations des objectifs clairs, assortis d'indicateurs de performance et de mesure des résultats. Le risque qui la menace est de devenir un simple instrument de contrôle de l'administration, et d'accentuer encore la centralisation à la française. La réussite de cette réforme suppose une plus grande autonomie des services, une meilleure coopération entre eux, une réelle cohérence entre les programmes des différents ministères.

Waline, Charles ; Desrousseaux, Pascal

La LOLF et l'amélioration de la gestion publique

in : Revue juridique de l'économie publique, n° 669, 2009, novembre, p. 3-7

La loi organique de 2001 relative aux lois de finances dite « LOLF » a durablement modifié et globalement amélioré la gestion publique malgré le déficit public historiquement élevé. De façon synthétique et claire, cet article fait le point sur ses principaux apports.

3 Architectures budgétaires et comptabilité publique

3.1 Ouvrages



Assemblée nationale

Une nouvelle architecture du budget de l'État pour une plus grande efficacité de l'action publique : propositions de la Mission d'information sur la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances : rapport d'information / présenté par Michel Bouvard, Didier Migaud, Charles de Courson et Jean-Pierre Brard ; déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Paris : Assemblée nationale, 2004. - 171 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 1554. Les documents d'information DIAN ; 30/2004)

[En ligne sur Internet](#)

Présentation générale : trois principes pour améliorer l'architecture du budget. Présentation détaillée : les propositions de modification de la maquette par budget ministériel.

336 NOU



Catteau, Damien

Droit budgétaire, comptabilité publique : LOLF et GBCP, 4e éd.

Paris : Hachette supérieur, 2017. - 167 p. ; 19 cm. - (Les fondamentaux. Droit)

Initiation au droit budgétaire et comptable de l'État. Avec en fin d'ouvrage le texte intégral de la LOLF et des extraits de la loi de finances pour 2013. A jour du décret GBCP du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et à la comptabilité publique.

343 03 CAT



France. Ministère des finances et des comptes publics (2014-...)

Recueil des règles de comptabilité budgétaire de l'État / Ministère des finances et des comptes publics

Décembre 2015. - [S.l.] : [s.n.], 2015. - 240 p. ; 30 cm.

La partie 7 "clôture de la gestion" est non publiée.

Résumé : Ce document est établi dans le cadre de la GBCP, autrement dit dans celui de la mise en cohérence des règles de gestion budgétaire avec les évolutions du cadre des finances publiques. Il comporte les parties suivantes : "les nomenclatures", "l'ouverture des autorisations budgétaires", "l'organisation de la gestion budgétaire", "les règles de consommation des autorisations d'engagement et des crédits de paiement", "les crédits de personnel et les emplois", "les règles relatives aux recettes non fiscales affectées à certaines dépenses du budget de l'Etat" et un glossaire.

[En ligne sur internet](#)



Zoom sur

Chorus, l'outil de gestion financière, budgétaire et comptable en mode LOLF

Outil de tenue des comptabilités budgétaires et de la comptabilité générale de l'État, déployé en 2006, destiné à permettre la mise en œuvre de la LOLF, par la dématérialisation et la simplification des procédures financières de l'État.

Chorus au cœur de la LOLF : rapport d'information sur les systèmes d'information financière de l'État / présenté par Michel Bouvard, Jean-Pierre Brad, Thierry Carcenac [et al] ; déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du plan. Paris : Assemblée nationale, 2009. - 59 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 1807. Les documents d'information DIAN ; 49/2009)

[En ligne sur internet](#)

Chorus et ses multiples facettes : [dossier] in : Gestion & finances publiques : la revue, n°1, 2012, janvier, p. 4-33

Diyani, Régine. Le système d'information Chorus : développements et perspectives in : Gestion & finances publiques : la revue , n°1, 2017, janvier-février, p. 102-113

Lajoumard, Danièle. Chorus : résultats et perspectives in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 5/6, 2014, mai-juin, p.35-39

Litvan, David. Comptes de l'État : l'approbation des premiers comptes tenus avec Chorus in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 10, 2013, octobre, p. 16-20

Marzin, Jacques. Chorus : après le déploiement, l'amélioration continue du système d'information commence in : Administration [revue de l'administration territoriale de l'État], n° 229, 2011, mars-avril, p. 153-154

3.2 Articles

Cabaret, Yannick

La gestion budgétaire et comptable publique des organismes et opérateurs de l'État

in : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales, n° 43, 2015, 26 octobre, p. 54-59

L'article décrit les règles de gestion publique qui s'appliquent à tous les organismes publics et qui doivent permettre une meilleure appréciation de leur situation financière et un renforcement des outils de pilotage. Il est question également des ajustements propres aux opérateurs de l'État et organismes non soumis à la GBCP.

La chaîne de la dépense

in : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration, n° 3, tome 2, 2017, p. 51-54

Présente entre autres les évolutions récentes de la GBCP (gestion budgétaire et comptable publique) dont Chorus, et l'organisation en service facturier (SFACT).

Comptabilité : normes et pratiques comptables dans la sphère publique : [dossier]

in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 9/10, 2014, septembre-octobre, p. 3-57

Contient : Faut-il viser une harmonisation européenne des comptabilités publiques ? / par Jean-Paul Milot. L'évolution de la comptabilité des organismes publics depuis la LOLF / Danièle Lajoumard. Les 4 ans d'activité du CNoCP / par Marie-Pierre Calmel. La qualité des comptes des administrations publiques, assujettis à la certification par un commissaire aux comptes / par Dominique Pannier. Contrôle interne et gestion des risques au sein du secteur public local : état des lieux et enjeux / par Alexandre Evin-Leclerc. Le contrôle interne : outil de gestion des risques et levier de la performance. Enjeux et spécificités de sa mise en œuvre dans le secteur public / par Nicolas Gasnier-Duparc et Brigitte Vaira-Bettencourt. Les normes comptables européennes du secteur public (EPSAS), un enjeu de la gouvernance économique et financière de l'Union / par Danièle Lamarque. La normalisation internationale, actualité de l'IPSAS Board / par Guy Piolé. Comptabilité et droit public : présentation du projet de recherche entre le CNoCP et le CRDP de Nanterre / par Aurélie Camus, Sébastien Kott et Lionel Zevenou

La comptabilité générale de l'État 10 ans après : [dossier]

in : Revue française de finances publiques , n° 136, 2016, novembre, p. [1]-100

Les articles qui constituent ce dossier constituent les actes du colloque "La comptabilité générale, dix ans après : engager une nouvelle étape ?", organisé par le Sénat et la Cour des comptes le 30 juin 2016 au Palais du Luxembourg, avec la participation de l'École nationale d'administration, de l'Université Paris-Dauphine, et de l'Association pour la fondation internationale de finances publiques - FONDAFIP.

La Loi organique relative aux lois de finance (Lolf) n'a pas été qu'une réforme institutionnelle et budgétaire, mais aussi une réforme de la comptabilité publique. La mise en place de la comptabilité générale a permis une amélioration sensible de la fiabilité et de la transparence des comptes de l'État, ainsi que la modernisation de ses services financiers. Cependant, la gestion publique et la pratique de la Lolf peuvent et doivent encore évoluer.

La déclinaison opérationnelle des programmes : BOP [budget opérationnel de programme] et UO [unité opérationnelle]

in : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration, n° 6, tome 2, 2012, p. 297-301

Fouque, Véronique.

Réflexion sur les perspectives du contrôle de gestion dans les services de l'État

In : Finances et gestion – DFCG, octobre 2014, 3 p.

[En ligne sur internet](#)

Inspection générale de l'administration

État des lieux du dialogue de gestion du point de vue des directions départementales interministérielles. tome 1 et tome 2 / Marianne Bondaz, François Langlois, Marc Vernhes... [et al]

Paris : IGA : IGAS : CGAAER : CGEDD : IGJS : IGSCCRF, 2011. - 83 p. ; 30 cm.

Synthèse des principales caractéristiques des programmes concernant toutes les DDI (directions départementales interministérielles), les DDCS (directions départementales de la cohésion sociale), les DDT (directions départementales des territoires) et les DDPP (directions départementales de la protection des populations).

Jarnigon, Didier

Le rôle du contrôleur budgétaire en région, de l'établissement des budgets opérationnels de programme (BOP) au suivi de leur exécution

in : Gestion & finances publiques : la revue , n° 5/6, 2014, mai-juin, p. 58-64

Présentation et analyse des missions et actions du contrôleur budgétaire en région, à l'appui des arrêtés ministériels. Partenaire des acteurs chargés de mettre en œuvre les politiques publiques, le contrôleur doit contribuer à l'amélioration de la gestion des dépenses publiques.

Kott, Sébastien

Comptabilité publique et reddition des comptes de l'Etat

Revue française d'administration publique, n°160, 2016, p.1065-1078

L'article part du postulat selon lequel l'information financière relative à une entité est en permanence adaptée à sa situation. Il présente ensuite les trois comptabilités qui composent l'information financière publique concernant l'État : la comptabilité budgétaire, la comptabilité générale et la comptabilité nationale. Parmi ces trois regards portés sur la situation financière, la comptabilité générale semble constituer l'outil idéal de restitution financière et de lecture de l'action publique : elle est plus précise et plus complète que les autres et permet de rapporter tout type d'activité économique (marchande ou non). Toutefois, sa généralisation et son utilisation rencontrent des limites : d'une part, elle doit tout de même être adaptée aux spécificités de l'État et des autres personnes publiques auxquelles elle s'applique ; d'autre part, c'est un outil très technique qui est peu utilisé par ses destinataires et qui est concurrencé par d'autres systèmes d'information financière. Article issu du dossier Rendre des comptes - rendre compte

La réforme de la comptabilité publique, levier de modernisation de l'État : [dossier]

in : Perspective gestions publiques, n° 23, 2007, juin, 8 p.

Contient : La réforme de la comptabilité publique / Dominique Lamiot. Les réformes comptables.

Comptabiliser en droits constatés. Mieux comptabiliser pour être plus performant. S'adapter à son environnement : élaborer des normes. France : quelles normes comptables pour l'État ? La certification des comptes.

Litvan, David

Les comptes de l'État : un objectif fort de transparence et de qualité comptable

in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 10, 2012, octobre, p. 4-7

La LOLF a fixé une plus grande qualité et une plus grande transparence des comptes de l'État. Ces comptes, tenus par la Direction générale des Finances publiques, viennent d'être vérifiés et certifiés par la Cour des comptes, pour

la sixième année consécutive. Cet article récapitule les principaux chiffres et rappelle les travaux menés pour renforcer la qualité comptable, dans un contexte de réforme internationale et dans une dynamique pluriannuelle.

Mordacq, Frank

Les interrelations entre comptabilité générale et comptabilité budgétaire

In : Gestion & finances publiques : la revue, n° 6, 2010, juin, p. 415-419

La LOLF a mis en place un nouveau système de comptabilité unique qui se décline en trois dimensions : la comptabilité budgétaire, la comptabilité générale et la comptabilité d'analyse des coûts. Chacune restitue une information de nature différente. Le présent article a pour objet, après avoir rappelé les différents aspects de ces comptabilités, de mesurer les interrelations concrètes de toutes ces dimensions de la comptabilité vues du point de vue opérationnel du contrôle budgétaire et comptable en administration centrale.

Morin, Nathalie

La qualité comptable un enjeu méconnu mais primordial pour la réussite de la LOLF

In : La Revue du Trésor, n° 10, 2005, octobre, p. 493-500

L'auteur, ancienne élève de l'ENA, complète l'analyse du volet budgétaire et du volet gestionnaire de la LOLF par l'analyse du volet comptable.

Roy, Laurent

Le dialogue de gestion dans la sphère publique vu par un responsable de BOP

In : Gestion & finances publiques : la revue, n°12, 2012, décembre, p. 14-15

Le dialogue de gestion est un moment clé de la mise en œuvre de la LOLF. Il permet une vision claire de la répartition opérationnelle des financements publics. Son caractère stratégique reste toutefois inégal, notamment du fait que le pilotage de la performance n'est pas encore totalement entré dans les mœurs. Il se focalise pour le moment essentiellement sur la répartition des effectifs entre les unités opérationnelles.

4 Contrôle parlementaire des finances publiques et transparence budgétaire

4.1 Ouvrages



Bouhadana, Irène ; préface de Michel Bouvier

Les commissions des finances des assemblées parlementaires en France : origines, évolutions et enjeux

Paris : LGDJ, 2007, 405 p. ; 24 cm. - (Bibliothèque finances publiques et fiscalité ; 46)

Dans le contexte des réformes du droit public financier inaugurées par la LOLF en 2001, cette thèse mesure l'ampleur des transformations auxquelles sont exposées les commissions des finances des assemblées parlementaires en remontant à leurs origines. Elles sont analysées en tant que pouvoir politique classique ainsi qu'à travers les axes de changement qui constituent un nouvel enjeu de pouvoir.

336 BOU



Cour des comptes

Certification des comptes de l'État : exercice 2016

Mai 2017. - Paris : La Documentation française, 2017. -68 p. ; 24 cm.

[En ligne sur internet](#)

336 CER



Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (1997-2007)

Guide pratique de la LOLF à l'usage des parlementaires

Paris : Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, 2005. - 40 p. ; 30 cm.

Ce guide fait le point sur les apports de la LOLF (loi organique relative aux lois de finances) tant pour le législateur que pour le gestionnaire afin de préparer le premier débat budgétaire selon la nouvelle architecture mise en place par la LOLF.

336 GUI



Pancrazi, Laurent

Le principe de sincérité budgétaire

Paris : L'Harmattan, 2012, 711 p. ; 24 cm. - (Finances publiques)

Étude consacrant la sincérité comme norme de référence et abordant la question des conséquences induites par ce principe dans le processus d'élaboration et d'application des lois de finances, notamment dans le cadre de la LOLF et de sa logique de performance.

336 PAN



Sénat

La première discussion budgétaire "en mode LOLF" : un véritable pouvoir d'arbitrage exercé par le parlement : rapport d'information sur la mise en œuvre de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) / fait par Jean Arthuis ; au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Paris : Sénat, 2006, 74 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 312)

[En ligne sur internet](#)

336 PRE

4.2 Articles

Arthuis, Jean

Les nouvelles règles de discussion et de suivi budgétaires dans le cadre de la LOLF

In : Revue française de finances publiques, n° 91, 2005, septembre, p.55-62

Article issu du dossier : Le budget 2006 en régime LOLF

Alventosa, Jean-Raphaël ; Lefas, Patrick ; Goubault, Julien

La première certification des comptes de l'État

In : Revue française de finances publiques, n° 99, 2007, septembre.

Article issu du dossier : Les rapports de la Cour des Comptes au Parlement

Alventosa, Jean-Raphaël

Le nouveau rôle de la Cour des comptes

In : Revue française de finances publiques, n° 91, 2005, septembre, p. 99-110

Article issu du dossier : Le budget 2006 en régime LOLF

Barilari, André

La LOLF et les nouveaux acteurs des contrôles

in : Les Notes bleues de Bercy, n° 314, 2006, 16 au 30 septembre, p. 33-40

Bouvier, Michel

La certification des comptes de l'État : expression d'une nouvelle gouvernance financière publique

in : Revue juridique de l'économie publique, n° 649, 2008, janvier, p. 3-6

Kruger, François

Où mènent les débats sur la sincérité du budget et des comptes de l'Etat

in : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA), n° 31, 2017, 25 septembre, p. 1758-1767

L'audit des finances publiques réalisé en juin dernier par la Cour des comptes a été suivi d'une vive polémique sur la question de la sincérité du budget et des comptes de l'Etat. Alors que, quelques mois plus tôt, le Conseil constitutionnel, confirmant sa jurisprudence traditionnelle, n'avait pas censuré la loi de finances pour défaut de sincérité, la Cour des comptes a estimé que les récents textes financiers étaient "manifestement entachés d'insincérités". Ainsi, en dépit de la réforme budgétaire de 2001, puis des mécanismes de surveillance issus du pacte budgétaire européen de 2012, les enjeux liés à la sincérité des finances publiques se trouvent actuellement au coeur du débat. Des initiatives récentes de la Cour des comptes, y compris sur le terrain contentieux, pourrait contribuer à faire évoluer la situation.

La certification et la transparence des comptes publics [dossier spécial]

in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 5, 2016, septembre-octobre, p. 4-45

Publication des communications du colloque du 24 novembre 2015, à l'Université de Lille 2 co-organisé avec la Chambre régionale des comptes Nord-Pas-de-Calais.

Le contrôle parlementaire : dossier

in : Pouvoirs , n° 134, 2010, p. 5-139

Contient : La nature du contrôle parlementaire / Philip Norton. Le contrôle, source du régime parlementaire, priorité du régime présidentiel / Philippe Lavaux. Le contrôle ordinaire / René Dosière. Vers un modèle français de contrôle budgétaire ? / Alain Lambert. Le contrôle extraordinaire du Parlement / Philippe Houillon. Le contrôle parlementaire et ses limites juridiques : un pouvoir presque sans entraves / Eric Thiers. La dégradation des finances publiques : la loi en échec, le contrôle et l'évaluation en recours / Jean Arthuis. La Cour des comptes, auxiliaire de la démocratie / Michel-Pierre Prat et Cyril Janvier. La perception du contrôle parlementaire : comment le rendre plus attractif ? / Alain Delcamp. Des effets du contrôle parlementaire / Armel Le Divellec.

Accès réservé aux publics de l'École



Les contrôles administratifs, politiques et juridiques des finances de l'État

in : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration, n° 3, tome 2, 2016, p. 107-112

Lascombe, Michel ; Vandendriessch Xavier

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et le contrôle des finances publiques

In : Revue française d'administration publique, n° 117, 2006, p. 131-148

Accès réservé aux publics de l'École



Séguin, Philippe

La LOLF et la Cour des comptes

in : Revue française de finances publiques, n° 97, 2007, mars, p. 5-118

Article issu du dossier : La LOLF et la Ve République

Sutter, Gérald

Une institution originale : la mission d'information sur la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (Milolf)

In : Revue française des finances publiques, n° 113, février 2011, p.81-95

Article issu du dossier : Les commissions des finances

Chaque année depuis 2003, la commission des finances de l'Assemblée nationale crée en son sein une mission d'information sur la mise en œuvre de la LOLF. La Milolf constitue une institution originale, qui permet de prolonger, au-delà même du vote de la loi organique relative aux lois de finances, l'implication du Parlement dans la réforme budgétaire. Cet article présente les objectifs, les méthodes et les principaux résultats de cette mission d'information. Voir les travaux de la Milolf sur le [site de l'Assemblée nationale](#).

Türk, Pauline

Reddition de comptes et Parlement

in Revue française d'administration publique, n°160, 2016, p.1257-1270

Ayant enfin obtenu des moyens d'exercer un contrôle plus poussé sur l'action du pouvoir exécutif, les parlementaires sont maintenant mis en demeure de les utiliser pour contribuer pleinement à l'effectivité du principe de reddition de comptes. Parallèlement, ils n'échappent plus à l'exigence de la reddition de comptes qui pèse également sur eux, soumis aux principes de transparence et de responsabilité. Ils doivent maintenant justifier de l'argent public dépensé, de la gestion du budget des assemblées, du respect des règles qu'ils ont eux-mêmes édictées, et même de leur participation aux travaux parlementaires.

Article issu du dossier Rendre des comptes - rendre compte.

Waline, Charles

Une commission des finances à l'heure de la LOLF et de la crise financière

In : Revue française des finances publiques, n° 113, février 2011, p. 97-107

Article issu du dossier : Les commissions des finances

5 Performance et évaluation de l'action publique

5.1 Ouvrages



Assemblée nationale

La performance dans le budget de l'État / rapport présenté par Didier Migaud et Gilles Carrez ; déposée par la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Paris : Assemblée nationale, 2009. - 389 p. (Rapport d'information AN; 1780)

[En ligne sur Internet](#)

336 TRO



Bureau, Dominique et Mougeot, Michel

Performance, incitations et gestion publique : rapport / Conseil d'analyse économique (CAE)

Paris : La Documentation française, 2007, 136 p. (CAE ; 66)

[En ligne sur Internet](#)

Les auteurs s'intéressent à la question des incitations à construire pour mettre en adéquation le travail des agents publics avec les politiques publiques qu'ils sont chargés de conduire.

336 BUR



Inglebert, Xavier

Manager avec la LOLF : pratiques de la nouvelle gestion publique. 2ème édition actualisée au 1er octobre 2009

Paris : Les publications fiduciaires, 2009, 409 p. ; 24 cm. - (Réforme de l'État)

Comment utiliser la LOLF quand on est en situation de gestionnaire public ?

336 ING

5.2 Articles

Barilari, André

Le Comité interministériel d'audit des programmes : une occasion manquée ? (témoignage)

In : Revue française d'administration publique, n° 139, 2011, p. 537-547

[Accès réservé aux publics de l'École](#)



À propos du Comité interministériel d'audit des programmes (CIAP), voir :

Dane, Philip.- Mise en œuvre de la LOLF : les travaux récents du CIAP, in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 3-4 , 2011, mars-avril, p. 184-189

et [« Le Comité interministériel d'audit des programmes »](#) sur le site Forum de la Performance (archivé le 03/08/2015) Explique le rôle du Comité et comment ce dernier fonctionnait jusqu'en 2011.

Benzerafa Alilat, Manel

Dynamique des indicateurs de reporting externe : le cas des indicateurs des projets et rapports annuels de performance annexés aux lois de finances

in : Revue française d'administration publique, n° 155, 2015, p.763-778

Cette étude est centrée sur les changements intervenus, entre 2006 et 2012, dans le portefeuille d'objectifs et d'indicateurs présentés au Parlement de façon à justifier les demandes budgétaires. Cette étude longitudinale est fondée sur l'examen de quatre programmes : patrimoines, formations supérieures et recherche universitaire, police nationale, développement des entreprises et de l'emploi. Après avoir apprécié l'importance des changements intervenus sur cette période de sept ans, l'article analyse l'évolution du dispositif d'appréciation de la performance instauré par la LOLF.

Benzerafa Alilat, Manel, Gilbert, Patrick

De quoi l'Etat rend-il compte dans ses rapports annuels de performance ?

in : Revue française d'administration publique , n°160, 2016, p.1041-1064

Cet article est centré sur l'obligation de rendre compte de la performance instaurée par la LOLF et mise en œuvre depuis 2006 dans les annexes aux projets de lois de finances initiales ainsi qu'aux projets de lois de règlement. Les auteurs proposent une grille permettant de caractériser les types de redditions de performance et d'apporter une

appréciation sur les améliorations potentielles et les difficultés prévisibles en matière de passage d'un type de reddition à l'autre. Les auteurs montrent que la performance dont il est rendu-compte est pensée selon une logique organisationnelle et est loin de constituer un premier pas vers l'évaluation des politiques publiques.

Article issu du dossier : Rendre des comptes - rendre compte

Benzerafa Alilat Manel, Garcin Laurent, Gibert Patrick

Le volet performance de la LOLF. Standardisation et résilience d'un genre entre rationalité politique et rationalité de gestion

In : Revue française de gestion , n° 259, 2016, octobre, p. 11-31

Synthèse des résultats d'un programme de recherche lancé en 2009 et portant sur les caractéristiques essentielles du genre créé par la mise en œuvre de la Loi organique relative aux lois de finances en ce qui concerne les projets annuels de performance. Ceux-ci améliorent la lisibilité de l'autorisation budgétaire mais ne révèlent qu'une faible finalisation de l'action publique par suite d'une altération très modérée de la logique politique. L'analyse des PAP donne l'impression d'une vision positiviste de la performance publique et d'intemporalité de nombreux programmes. Le genre construit par la pratique "lofienne" représente davantage une innovation en matière de légitimation budgétaire et de communication financière qu'en matière d'innovation managériale.

Bied-Charreton, Hugues

La démarche de performance dans le cadre des lois de finances

In : Les Notes bleues de Bercy, n° 305, 2006, 16 au 31 mars, p. 15-22

Conseil général économique et financier

Budget de l'État et performance : définir et mesurer la performance pour mieux piloter l'action publique

In : Gestion & finances publiques : la revue, n° 2, 2010, février, p. 117-122

La recherche de la performance est une obligation pour l'État. Mais comment cette performance peut-elle être définie et mesurée au mieux ? La présente étude repose sur l'expérience de membres du Contrôle général économique et financier. Elle suggère la prise en compte lucide des leçons qui se dégagent des initiatives antérieures à 2001. Elle salue les importants progrès que le budget de l'État a aussi connus grâce à la LOLF ainsi que ceux réalisés par les opérateurs de l'État. Elle formule enfin quelques recommandations qui visent l'amélioration des pratiques de l'État, ainsi que l'amélioration de l'articulation entre l'État et ses opérateurs : ces recommandations couvrent un champ large qui inclut, par exemple, la conception des "projets de performance" associés aux lois de finances, la mise en œuvre de la nouvelle pluriannualité budgétaire, la contractualisation des organismes publics avec l'État ou la fixation de la rémunération des dirigeants de ces organismes.

Veillet, Isabelle

La première boucle de la LOLF : du PAP au RAP

in : La Revue du Trésor, n° 10 , 2008, octobre, p. 700-705

Jusqu'à présent, chaque année, le rituel automnal tend à se reproduire : à la livraison du projet de budget de l'État, les observateurs distinguent les "gagnants" et les "perdants" grâce à une grille d'analyse valorisant les budgets en augmentation, ces secteurs étant alors qualifiés de prioritaires. La qualité et l'efficacité du service rendu aux citoyens sont placés au second plan. Dans cette course aux moyens supplémentaires, à défaut de pouvoir examiner l'usage de l'argent public et de constater les résultats atteints, les commentateurs se focalisent sur les annonces de nouvelles dispositions. La mesure de la performance et des politiques publiques aura changé fondamentalement le débat démocratique le jour où les discussions sur la quantité de moyens financiers seront remplacées par une attention accrue à la qualité de la politique et à la conduite de réformes pour améliorer la performance du service public.

Zahed, Mahrez

La démarche de performance dans la gestion publique

in : Gestion & finances publiques : la revue , n° 5, 2016, septembre-octobre, p. 97-101

Cette étude synthétique revient sur la recherche de la performance et son pilotage initiée depuis le début des années 90.



Les indicateurs de performance

La LOLF introduit au cœur du système français de finances publiques l'évaluation des résultats de l'action de l'État par le biais d'indicateurs : quelles sont leur pertinence et leurs limites ?

- Voir [la page de présentation du site Forum de la performance](#) (dernière mise à jour 24/10/2013)

Brunetière, Jean-René

Heurs et malheurs du contrôle de gestion en politique : pour un "nouveau management politique"

in : Revue française d'administration publique, n° 155, 2015, p.745-761

Accès réservé aux publics de l'École



Brunetière, Jean-René. - Les objectifs et les indicateurs de la LOLF, quatre ans après...

In : Revue française d'administration publique, n° 135, 2010, p. 477-495

Accès réservé aux publics de l'École



Brunetière, Jean-René. - Les indicateurs de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) : une occasion de débat démocratique ?

In : Revue française d'administration publique n° 117, 2006, p. 95-111

Accès réservé aux publics de l'École



Bukspan, Élisabeth. - Indicateurs de performance et action administrative : que nous apprend la recherche dans le monde ?

In : L'ENA hors les murs, n° 340, 2004, avril, p. 46-47.

Leveque, Philippe ; Pelletier, Véronique. - Les objectifs et indicateurs dans les programmes relevant des ministères économiques et financiers

In : Gestion & finances publiques : la revue, n° 5, 2010, mai, p. 295-299

Sénat. - LOLF : culte des indicateurs ou culture de la performance ? : rapport d'information sur les objectifs et les indicateurs de performance de la LOLF / fait par Jean Arthuis ; au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Paris : Sénat, 2005, 212 p. ; 24 cm. (Les rapports du Sénat ; 220)

[En ligne sur Internet](#)

336 LOL

Il existe une bibliographie consacrée spécifiquement à l'[Évaluation des politiques publiques](#).

6 Renouvellement de la gestion des ressources humaines

6.1 Ouvrages



Bernard Brunhes consultants (Paris) ; introduction d'Yves Chevalier

Les impacts de la LOLF sur la gestion des ressources humaines : la loi organique relative aux lois de finances, les enseignements à tirer d'expérimentations menées dans trois sites pilotes

Paris : Bernard Brunhes Consultants, 2005, 47 p. ; 24 cm. - (Cahiers Bernard Brunhes ; 14, 1289-3536)

[En ligne sur internet](#)

Expériences menées dans les préfetures (Min. de l'Intérieur) et à la Direction générale de la comptabilité publique (MINEFI).

352.63 IMP



Direction générale de l'administration et de la fonction publique

LOLF et GRH : les nouvelles règles de gestion des ressources humaines dans la fonction publique

Paris : DGAFP, 2006, 29 p. ; 30 cm

[En ligne sur internet](#)

352.63 LOL



Direction générale de l'administration et de la fonction publique

GRH et LOLF : gestion et reconnaissance de la performance

Paris : DGAFP, 2005, 87 p. ; 30 cm. - (Collection statistiques. Ressources humaines)

352.63 GRH



École nationale d'administration (Paris / Strasbourg). Direction de la recherche et de la formation permanente

La loi organique relative aux lois de finances et la gestion des ressources humaines : mise en œuvre d'une modernisation / CIC et CSPF 2004-2005, Promotion Martin Luther King ; sous la dir. de Marine Dorne-Corraze

Strasbourg ; Paris : ENA, 2005, 103 p. ; 30 cm. - (Cycle international court et Cycle supérieur de perfectionnement des fonctionnaires. Séminaire de recherche)

352.367 LOI



Trosa, Sylvie

La crise du management public : comment conduire le changement ?

Bruxelles : De Boeck, 2012, 203 p. ; 24 cm

Chargée de mission à la Cour des comptes, S. Trosa propose un bilan comparatif de la modernisation du service public depuis trente ans. Les changements dans les services publics ont été présentés comme des rationalisations des organisations, plus du point de vue des économies de gestion que de l'efficacité et de l'utilité pour le citoyen. Comment passer du management aux politiques publiques ?

351 TRO

6.2 Articles

Abraham, Jocelyne et Brillet, Franck

Lof : de l'esprit de la loi à l'émergence de nouveaux principes de GRH

In : Politiques et management public, vol 26/2, 2008, mis en ligne le 09 mai 2011

[En ligne sur internet](#)

Issu du dossier « La gestion publique des ressources humaines en recherche(s) »

Albert, Jean-Luc

La LOLF et ses conséquences sur la politique de rémunération

in : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales, n°4, 2009, 19 janvier, p. 46-56

En contribuant à clarifier la situation financière de l'État, en agissant sur les outils de gestion, les procédures, le coût des politiques menées et donc leur coût en personnel, en mettant en place la mesure de la performance des politiques conduites mais aussi des agents chargés de les mettre en œuvre, la LOLF a incontestablement pesé dans l'introduction d'une détermination spécifique de rémunération dans la fonction publique.

[Accès réservé aux publics de l'École :](#)



Bievre, David

La LOLF et la démarche de performance : d'abord une question de conduite du changement

in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 5/6, 2014, mai-juin, p. 65-69

Selon l'auteur, le développement des principes du contrôle budgétaire dans le secteur public, tel que porté par la loi organique relative aux lois de finances, passe par les acteurs plutôt que par les outils. Une conduite de changement managériale doit mener à l'émergence d'un nouveau sens commun afin d'accompagner la LOLF et les démarches de pilotage de la performance.

Bouhadana, Irène

Les fonctionnaires face au développement de la performance de l'action publique en France

in : Canadian public administration, vol. 54, n° 4, 2011, décembre, p. 583-594

La fonction publique en France connaît actuellement une évolution importante. L'activité des fonctionnaires se trouve exposée à des transformations majeures qui tiennent aux exigences issues de la mise en œuvre de la performance de l'action publique, ainsi qu'à l'émergence d'instruments visant à mesurer une telle performance. Parallèlement, la gestion des ressources humaines dans le secteur public se modernise en développant notamment des outils d'évaluation de la performance.

Desmarais, Céline ; Jeannot, Gilles ; Louvel, Séverine ... [et al.]

Gestion des personnels publics : évolutions récentes et perspectives

in : La Revue de l'IREM, n° 53, 2007, 1, p. 111-137

De nombreux pays de l'OCDE ont connu ces dernières années des réformes de leur système de fonction publique que traduit la notion de nouvelle gestion publique ou de New public management. Associé à la mise en œuvre de la LOLF ce contexte est à l'origine, en France, d'un regain d'intérêt palpable pour la GRH publique. Au printemps 2006, la mission recherche de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) a demandé à des chercheurs d'organiser un séminaire propre à mobiliser et stimuler la connaissance disponible dans ce domaine tout en la confrontant aux expériences récemment mises en œuvre dans le secteur public. Le présent article rend compte de cette réflexion à travers un schéma orienté selon trois scénarios d'évolution possibles : un scénario d'individualisation, un scénario de dualisation et un scénario de professionnalisation.

Lande, Evelyne et Rocher, Sébastien

25 ans de réformes comptables au service du management public

In : Politiques et management public Vol. 26/3 | 2008, mis en ligne le 13 mai 2011

[En ligne sur internet](#)

Lebbal, Djamel

Management public lié à la performance

in : Gestion & finances publiques : la revue, n°11, novembre, 2012, p.57-59

L'introduction de la rationalisation des choix budgétaires (RCB), la mise en œuvre de la loi organique sur les lois de finances (LOLF) en 2006 et la révision générale des politiques publiques (RGPP) en 2007 ont installé les notions de performance, efficacité et efficience dans le management public. L'auteur de l'article propose d'interroger les démarches entreprises dans le sens de ces notions.

La gestion des emplois et de la masse salariale sous l'empire de la LOLF

in : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration, n° 7, tome 2, 2012, p. 313-317

Moniolle, Carole

Les apports essentiels de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances en matière de dépenses de personnel

in : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA), n° 37, 2006, novembre, p. 2040-2045

La loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) a profondément transformé le régime juridique des dépenses de personnel. Elle a mis en place des procédures tendant à soumettre les dépenses de personnels à des règles particulières (fongibilité asymétrique, plafonds d'emplois notamment). Cette législation a déjà imposé des modifications du droit de la fonction publique, en matière d'avancement notamment. À terme, ne conduira-t-elle pas à un recours accru aux non-titulaires ou à l'externalisation de certaines missions ?

Accès réservé aux publics de l'École :



Robatel, Nathalie (sous la dir. de)
Réformes de l'État et agents publics.

in : Problèmes politiques et sociaux, n° 990, 2011, novembre, 136 p.

Services déconcentrés de l'État et LOLF, entre bureaucratie et performance : actes du colloque de la Société française de finances publiques (SFFP)

in : Gestion & finances publiques : la revue, n°8-9, 2011, août-septembre, p. 614-686

Actes d'un colloque qui s'est tenu à l'ENA Strasbourg les 5 et 6 novembre 2009. Dossier en VIII parties : Propos introductifs (I) ; La LOLF vue par les préfets, témoignages d'acteurs (II) ; Les BOP : origines et régimes (III) ; Les crédits déconcentrés vus des administrations centrales (IV) ; Pratiques de la LOLF dans les services territoriaux de l'État (V) ; la LOLF hors de l'État (VI) ; La réforme administrative et budgétaire au Bade-Wurtemberg (VII) ; Regards de politiste et sociologue sur l'application de la LOLF aux services extérieurs (VIII)

Trosa, Sylvie

Réforme de l'Etat, LOLF et management : lassitude ou espoir ?

in : Gestion & finances publiques : la revue , n° 5, 2016, septembre-octobre, p. 78-84

Les fonctionnaires manifestent une certaine lassitude face à la succession des réformes. Les théories du management ouvrent des pistes nouvelles pour manager par le sens. ("open competition" et management par les "outputs")

Turc Emile

Le domaine du changement : LOLF et réforme du secteur public : retour d'expérience d'un établissement universitaire

in : Cas en management public / sous la direction de Jacques Bourdon, Robert Fouchet, Jean- Rodolphe Lopez ; coordonné par Sophie Lamouroux, Cormelles-le-Royal : EMS Management & Société, 2012, 263 p. ; 22 cm. - (Études de cas)

352.3 CAS

Waline, Charles ; Desrousseaux, Pascal

LOLF et gestion des ressources humaines : quels enseignements pour les collectivités territoriales ?

In : Pouvoirs locaux, n° 89, 2011, juin, p. 57-59

Quelle pourrait être le contenu d'une « LOLF territoriale » ? Les auteurs se posent essentiellement cette question sous l'angle du pilotage des effectifs locaux et de la gestion des ressources humaines. Les outils mis en œuvre au sein de l'État que sont les batteries d'objectifs et d'indicateurs, les lettres de mission ou encore la rémunération à la performance, ne peuvent-ils pas être adaptés, pour une part, aux collectivités territoriales ? Quels enseignements tirer des principes de la LOLF pour les managers territoriaux qui sont au contact quotidien des élus et confrontés aux légitimes exigences des populations ?

Zahed, Mahrez

La certification des comptes des collectivités territoriales : enjeux et modalités

in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 3, 2016, Mai-juin, p. 29-35

7 Impacts sur la déconcentration, la décentralisation et les finances locales

7.1 Ouvrages



Assemblée nationale (1958-...

Les acteurs de la LOLF : autonomie, responsabilité et contrôle des services déconcentrés et des opérateurs de l'État : rapport d'information sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances / présenté par Michel Bouvard, Jean-Pierre Brad, Thierry Carcenac [et al] ; déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Paris : Assemblée nationale, 2008. - 124 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 1058. Les documents d'information DIAN ; 58/2008)

[En ligne sur internet](#)

336 ACT



Clinchamps, Nicolas (Dir.)

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et l'outre-mer / avec la collaboration de Jean-Pierre Combes, Emmanuel de Crouy-Chanel, Hélène Gisserot et al. ; publié par Université de Nouvelle-Calédonie.

Paris : La Documentation française, 2007, 149 p. ; 24 cm
336.014 LOI



Huteau, Serge ; préface de Philippe Seguin

La nouvelle gestion publique locale : LOLF et collectivités territoriales

Paris : Le Moniteur, 2008, 676 p. ; 21 cm. - (Action locale, 1296-1507)
352.14 HUT



Réforme de l'administration territoriale de l'État : optimisation des modalités de gestion budgétaire et de gestion des ressources humaines / établi par Valérie Péneau, Dominique Bellion, François Auvigne, Jean-Pierre Jochum.

Paris : IGA : IGF, 2012. - 45 p.

[En ligne sur internet](#)

Rapport IGA n° 12-013-01 ; rapport IGF n° 2012-M-009-01

L'objectif principal de la mission est de mettre en évidence les modalités d'amélioration de l'articulation entre LOLF et RéATE (Réforme de l'administration territoriale).

352.288 REF



Sénat

Les DRAC et la LOLF : une administration en devenir : rapport d'information sur les modalités d'application de la loi organique du 1er août 2001 relatives aux lois de finances (LOLF) dans les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) / fait par Yann Gaillard ; au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Paris : Sénat, 2008. - 60 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 386)

[En ligne sur internet](#)

353.7 DRA



Sénat

Dépenses de fonctionnement des préfectures : une nouvelle donne grâce à la LOLF, des marges de manœuvre pour la réforme de l'État : rapport d'information sur les dépenses de fonctionnement des préfectures / fait par Henri de Raincourt ; au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Paris : Sénat, 2006, 78 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 24)

[En ligne sur internet](#)

352.288 DEP



Services déconcentrés de l'État et LOLF, entre bureaucratie et performance : actes du colloque de la Société française de finances publiques (SFFP)

in : Gestion & finances publiques : la revue, n°8-9, 2011, août-septembre, p. 614-686

Actes d'un colloque qui s'est tenu à l'ENA Strasbourg les 5 et 6 novembre 2009. Dossier en VIII parties : Propos introductifs (I) ; La LOLF vue par les préfets, témoignages d'acteurs (II) ; Les BOP : origines et régimes (III) ; Les crédits déconcentrés vus des administrations centrales (IV) ; Pratiques de la LOLF dans les services territoriaux de l'État (V) ; la LOLF hors de l'État (VI) ; La réforme administrative et budgétaire au Bade-Wurtemberg (VII) ; Regards de politiste et sociologue sur l'application de la LOLF aux services extérieurs (VIII)

336 SER



Zahed, Mahrez

La démarche de performance dans la gestion locale : les collectivités territoriales face aux défis de la nouvelle gouvernance

Paris : L'Harmattan, 2017. - 357 p. ; 24 cm. - (Finances publiques)

Version remaniée d'une thèse, cette étude présente les diverses initiatives de gestion mises en oeuvre par les collectivités locales afin de gagner en performance et de préserver les dépenses publiques, en accord avec les objectifs fixés par la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

7.2 Articles

Flizot, Stéphanie

LOLF et amélioration de la performance de la gestion publique locale

in : La Revue du Trésor, n° 7, 2007, juillet, p. 690-694

Avant l'introduction des principes de la LOLF dans les collectivités locales, il convient de savoir ce que l'on entend par applicabilité de ces principes au secteur local. On assiste depuis quelques années à une nouvelle approche de la gestion financière locale comme en témoigne, par exemple, le développement du contrôle de gestion. Ce besoin de nouveaux modes de pilotage de l'action publique se développe également dans d'autres pays.

Huteau, Serge

Faut-il une LOLF "locale" ?

in : Revue générale des collectivités territoriales, n° 40, 2007, avril-mai-juin, p. 111-133

La LOLF telle qu'elle existe aujourd'hui ne concerne pas les collectivités territoriales. En matière de finances publiques, celles-ci disposent des principes du management public territorial. L'auteur se demande dans quelle mesure la transposition de la LOLF au niveau local ne serait pas utile pour permettre une modernisation de la gestion publique locale.

La gestion des crédits au niveau déconcentré : [dossier]

in : Revue française de finances publiques, n° 103, 2008, septembre, p. 15-47

Contient : Propos introductifs / André Barilari. La gestion des crédits déconcentrés de l'État / Daniel Canepa. Justice et LOLF : quelle compatibilité ? / Didier Marshall. Le point de vue d'un trésorier payeur général sur la gestion des crédits déconcentrés de l'État en mode LOLF / Claude Reisman. Quelques enseignements à retenir d'une opération de rationalisation des choix budgétaires / Louis Vaillant.

La mise en place de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) repose sur l'élargissement des marges de manœuvre des gestionnaires de crédits et ainsi de l'accroissement de leur responsabilité dans l'atteinte des cibles fixées. La question qui se pose est de savoir si ces principes ont été correctement transposés au niveau déconcentré. En effet, la gestion déconcentrée représente une part essentielle des crédits de nombreux programmes et c'est à ce niveau que se situent les acteurs les plus nombreux et que sont mis les espoirs les plus grands d'une autonomie accrue, c'est donc là que se gagnera l'acceptabilité de la LOLF.

La LOLF et les collectivités locales : dossier

in : Revue française de finances publiques, n° 107, 2009, juin, p. 3-233

Contient : Avant-propos / Jean-Luc Albert. L'influence de la LOLF sur les collectivités locales / Luc Saidj. La LOLF a-t-elle changé les rapports État / collectivités locales ? / Loïc Levoyer. La mission de l'État "Relations avec les collectivités territoriales" / Cendrine Delivre-Gilg. L'influence de la LOLF sur les budgets locaux / Francine Gemieux. La trésorerie locale en régime LOLF / Vincent Dussart. Le respect des objectifs fixés par l'organe délibérant depuis 2001 / Étienne Douat. Une analyse de la gestion de la performance par les collectivités locales françaises : un modèle administratif ou politique ? / David Carassus et Damien Gardey. La démarche de performance dans les collectivités territoriales. L'expérience de la commune de Villeurbanne / Laurent Argentieri. La LOLF n'est pas le modèle pour un perfectionnement de la gestion financière locale / Robert Hertzog. La performance à l'épreuve de l'autonomie locale. Les expériences allemandes et espagnoles / Christelle Bouguillon. La certification des comptes des collectivités locales : enjeux et pertinence de l'application du modèle lolfique / David Carassus. Le problème de la certification des comptes des collectivités locales. Un rôle nouveau pour les chambres régionales des comptes ? / Michel-Pierre Prat. Les "LOLF locales" : une approche managériale plus que budgétaire / Éric Portal. LOLF et autonomie locale / Fabrice Robert. Quelques observations en conclusion sur la LOLF et les collectivités territoriales / Gérard Marcou.

La LOLF et les collectivités locales, une démarche de performance déjà engagée

in : Les Notes bleues de Bercy, n° 342, 2008, 1er au 15 février, p. 33-43

En adaptant, pour certaines, les principes de la LOLF (loi organique relative aux lois de finances), les collectivités locales sont déjà nombreuses à avoir innové en matière de recherche de la performance, grâce à l'utilisation d'outils de suivi de l'activité, à la mise en place d'indicateurs d'efficience et à l'émergence des centres de responsabilité. Fin 2006, un groupe de travail national, associant des collectivités locales, des services de l'État et des universitaires, s'est donné pour objectif de mutualiser les expériences mises en œuvre. Les travaux de ce groupe ont abouti à l'élaboration d'un "guide pratique".

La LOLF : une révolution en marche ? : [dossier]

In : Pouvoirs locaux, n° 69, 2006, mai, p. 9-25

Contient : La LOLF et la conduite des politiques publiques territoriales / Jean-Yves Raude et Pascal Albertini. La LOLF, quel service public voulons-nous ? / Sylvie Trosa. La réforme budgétaire de l'État est-elle applicable aux collectivités locales ? / Nathalie Cerles.

L'approche pluriannuelle dans la gestion locale : dossier

in : Revue du gestionnaire public , n° 4, Novembre 2016, p. 7-28

La gestion locale est traditionnellement encadrée par l'annualité. Pour autant, la pluriannualité est apparue au travers de divers outils. Ce dossier se focalise sur les outils relatifs à la gestion budgétaire et financière et à la gestion des ressources humaines.

Contient : Le pilotage budgétaire et financier pluriannuel des collectivités territoriales / Eric Portal. La pluriannualité dans le montage pour la réalisation des équipements publics locaux / Sonia Guetton. Dépasser le cadre annuel en matière de gestion des ressources humaines / Valérie Chatel.

Levoyer, Loïc

Les collectivités territoriales face à la nouvelle comptabilité publique

In : La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 9, 3 Mars 2014.

[Accès réservé aux publics de l'École :](#)



Levoyer, Loïc

Les nouvelles règles budgétaires et comptables applicables aux départements

In : La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales, n° 15, 7 Avril 2003, p. 457

[Accès réservé aux publics de l'École :](#)



Saidj, Luc

Collectivités locales et LOLF

in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 1, 2011, janvier, p. 49-54

Par construction, la LOLF n'a pas été conçue pour les collectivités locales puisque la loi organique du 1er août 2001 est relative aux lois de finances qui sont propres à l'État. De plus, cette loi organique ne traite qu'incidemment de questions concernant les collectivités locales, essentiellement en son article 26-3° relatif à l'obligation de dépôt des fonds dans les caisses de l'État et, plus indirectement, en son article 24 relatif aux comptes de concours financiers (qui englobent, on le sait, les comptes d'avance de l'État aux collectivités locales) - seuls ces deux articles ayant d'ailleurs donné lieu à des débats concernant les collectivités. Mais l'importance de la LOLF était telle que ce texte n'a pu manquer d'exercer une influence croissante sur la doctrine et parfois la pratique financière des collectivités locales au point de conduire certains à préconiser d'y introduire la LOLF, préconisation à la fois équivoque s'agissant de la gestion locale et révolutionnaire s'agissant plus spécifiquement des budgets locaux.

8 Applications sectorielles

8.1 Ouvrages



Eyraud, Corine

Le capitalisme au cœur de l'État : comptabilité privée et action publique

Bellecombe-en-Bauges (Savoie) : Editions du croquant, 2013. - 320 p. ; 21 cm. - (Dynamiques socio-économiques)

L'auteure analyse le système comptable de l'État français, ses évolutions, les référentiels disponibles et les choix effectués. Elle examine le contexte dans lequel ce dispositif est déployé (nouveau management public, loi organique relative aux lois de finances, révision générale des politiques publiques, etc.). Elle s'appuie notamment sur les cas de l'enseignement supérieur et de la recherche.

336 EYR



Sénat (1958-....

Le compte d'affectation spéciale "pensions" : un outil de transparence au service de la LOLF ? : rapport d'information / par Francis Delattre ; fait au nom de la commission des finances

Paris : Sénat, 2012. 103 p. ; 24 cm

[En ligne sur internet](#)

Dans le cadre de sa mission de contrôle budgétaire, conduite en application des dispositions de l'article 57 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF), Francis Delattre, rapporteur spécial, a analysé dans quelle mesure la création du compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions », issue d'une initiative sénatoriale, a contribué à améliorer la lisibilité et la gestion des dépenses relatives aux pensions de la fonction publique d'État.

352.63 COM



Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche

La mesure de la performance dans le cadre de la mise en œuvre de la LOLF dans

l'enseignement supérieur : rapport à madame la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Paris : Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2007, 47 p. ; 28 cm. - (Rapport n°2007-070)

[En ligne sur internet](#)

Le rapport, à partir d'un échantillon de cinq universités et établissements, fait le point sur les évolutions des processus techniques, ainsi que sur les transformations des modes de pilotage et d'animation des établissements générées par la LOLF.

336 MES



Sénat (1958-....

La LOLF peut-elle produire une modernisation des administrations ? : le cas des services de l'État à l'étranger : rapport d'information sur la simplification de la gestion des ambassades / fait par Adrien Gouteyron ; au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

Paris : Sénat, 2006, 60 p. ; 24 cm. (Les rapports du Sénat ; 272)

[En ligne sur internet](#)

353.13 LOL



Sénat (1958-....

La LOLF dans la justice : indépendance de l'autorité judiciaire et culture de gestion :

rapport d'information sur la mise en œuvre de la LOLF dans la justice judiciaire / fait par Roland du Luart ; au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

[En ligne sur internet](#)

Paris : Sénat, 2005, 91 p. ; 24 cm. (Les rapports du Sénat ; 478)

336 LOL

8.2 Articles

Boussard, Valérie ; Loriol, Marc

Les cadres du ministère des affaires étrangères et européennes face à la LOLF

in : Revue française d'administration publique, n° 128, 2008, p. 717-728

L'introduction d'indicateurs de performance comme outils de management du ministère suscite des réactions vives parmi les cadres, pourtant largement favorables à une modernisation de la fonction diplomatique. Les critiques portées à la LOLF pointent et réactivent les clivages traditionnels entre activités et filières au sein de ce ministère. En proposant une quantification de l'activité, la LOLF rend plus légitime les activités des cadres consulaires, au détriment de celles des cadres de chancellerie politique. De plus, l'apparition de nouvelles filières professionnelles, construites autour des activités gestionnaires et managériales remet en question la hiérarchie traditionnelle des métiers.

Accès réservé aux publics de l'École



Barouch, Gilles

La mise en œuvre des démarches qualité dans les services publics : une difficile transition

Politiques et management public, vol. 27, n° 2, 2010, p. 109-127

[En ligne sur internet](#)

Cet article propose une analyse des origines, du développement, des contenus et des résultats des principales démarches dans ce domaine (certification, chartes d'accueil, "Cadre d'auto-évaluation des fonctions publiques", encore appelé CAF). Il fait notamment une analyse transversale des démarches qualité actuelles au regard des principes du management de la qualité.

Brest, Philippe

La LOLF entre dans les établissements scolaires en France : institutionnalisation d'une réforme managériale ou bureaucratique ?

Politiques et management public, vol. 33, n° 2, 2016, p. 98-117

Cytermann, Jean-Richard

L'architecture de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) dans les domaines de l'éducation et de la recherche : choix politiques ou choix techniques ?

In : Revue française d'administration publique, n° 117, 2006, p. 85-93

La LOLF prévoit que les crédits ouverts en loi de finances sont regroupés par mission et qu'une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique définie. Les domaines de l'éducation et de la recherche, étudiés par l'auteur, se prêtent particulièrement à la création de missions interministérielles.

Accès réservé aux publics de l'École



Dupont-Marillia, Françoise

Le nouveau décret financier des universités : une occasion manquée... peut-être pas

in : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA), n° 36, 2008, 27 octobre, p. 2003-2007

Le décret n° 2008-618 du 27 juin 2008 relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel bénéficiant des responsabilités et compétences élargies a été publié huit mois après l'adoption de la loi libertés et responsabilités des universités. Ce texte n'était pas obligatoire mais apparaît nécessaire, d'une part, pour mettre ces établissements à l'heure de la LOLF ; d'autre part, pour leur permettre de répondre au besoin de lisibilité de la gestion financière des établissements d'enseignement supérieur.

Accès réservé aux publics de l'École :



Edel, Frédéric

La difficulté des annexes aux lois de finances à pleinement rendre compte de la politique d'égalité entre les femmes et les hommes /

in : Revue française d'administration publique, n°160, 2016, p.1171-1193

Article est issu du dossier Rendre des comptes – rendre compte

Epstein Renaud

Des politiques publiques aux programmes : l'évaluation sauvée par la LOLF ? Les enseignements de la politique de la ville

In : Revue française des affaires sociales 1/ 2010 (n° 1-2), p. 227-250

Accès réservé aux publics de l'École



Lacaze, Arnaud

La LOLF : simple outil de management, ou dogme écrasant ? [services de police]

In : Annales des mines. Gérer et comprendre, n° 81, 2005, septembre, p. 5-13.

L'auteur expose tout d'abord les nouveaux principes de gestion posés par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) en soulignant ses enjeux, ses présupposés et ses zones de risques. Il examine ensuite l'application de ce modèle de gestion aux services de police et de gendarmerie en soulignant ses limites et ses effets pervers potentiels. Il propose enfin une autre grille d'évaluation pour gérer la force publique et pour mieux appréhender les ressorts spécifiques de son management.

Marshall, Didier

Justice et LOLF : quelle compatibilité ?

in : Revue française de finances publiques, n° 103, 2008, septembre, p. 15-47

Article issu du dossier La gestion des crédits au niveau déconcentré

Marshall, Didier

L'impact de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) sur les juridictions

in : Revue française d'administration publique, n° 125, 2008, p. 121-131

Le ministère de la justice s'est doté d'un cadre budgétaire conforme à la LOLF. Cependant les indicateurs de performance choisis ne permettent pas de mesurer la qualité du service rendu au justiciable. Confrontées à la nécessité de maîtriser la dépense des frais de justice (prestations techniques externalisées), les juridictions, largement aidées par la chancellerie, ont réussi à contenir ces frais en reconsidérant leurs pratiques professionnelles. Ce succès a été salué par le ministère du budget. Cependant les deux premiers exercices ont été l'occasion pour la chancellerie de mettre en place un cadre très centralisé privant les gestionnaires d'une grande partie de leurs initiatives.

Accès réservé aux publics de l'École



Regards sur la L.O.L.F. : [dossier]

in : Administration et éducation revue de l'association française des administrateurs de l'éducation, n° 113, 2007, février, p. 3-95

Contient : Aux origines de la LOLF / Henri Guillaume. Les grands choix ministériels autour de la LOLF / Jean-Richard Cytermann. Entretien avec Dominique Antoine. Le pilotage du système éducatif par la performance / Jean-Paul de Gaudemar. La nouvelle gestion publique et le pilotage académique / Bernard Pouliquen. La LOLF, un OPNI pour les IA / Yannick Tenne. Les inspections générales et la mise en place de la LOLF : hommage à Pierre Renaudineau. La LOLF vue du terrain dans l'Académie de Rennes : synthèse d'une table ronde.

Comment appliquer la LOLF dans l'univers éducatif ? Quelles réflexions pour améliorer l'efficacité, l'équité, et la transparence, c'est-à-dire la qualité du fonctionnement du système éducatif et des établissements scolaires ?

Ruffat, Jean

La réorganisation de la Direction du budget : entretien avec Monsieur Hugues Bied-Charreton, chef du service, adjoint au directeur, Direction du budget, Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

in : La lettre du Management Public (LMP), n° 65, 2006, p. 1-3

9 Expériences étrangères, aspects comparatifs

9.1 Ouvrage



La transparence des finances publiques : vers un nouveau modèle : actes du 6e Colloque international de Rabat, 7 et 8 septembre 2012 / organisé par le Ministère de l'économie et des finances du Maroc et FONDAFIP ; sous la direction de Michel Bouvier

Paris : LGDJ, 2013. - VII-184 p. : fig. ; 24 x 16 cm.

Communications sur la transparence des finances publiques à l'heure de la mondialisation : vers quels modèles de transparence aller ? Comment assurer la transparence des décisions financières publiques ? Quels instruments de gestion ? Quels contrôles ?

336 TRA

9.2 Articles

Cliche, Pierre

L'architecture budgétaire du Québec : entre déséquilibre et opacité

in : Les Cahiers de l'Observatoire , n° 6, 2014, mars, 19 p.

Dans le but de simplifier la lecture des dépenses publiques et d'accentuer le regroupement des postes, le Québec a mis en œuvre une architecture budgétaire par programmes au milieu des années 1970. Depuis, c'est davantage vers la flexibilité de gestion que se tourne l'administration québécoise, et, de ce fait, vers la constitution de plus grandes enveloppes de crédit. Parallèlement, les démarches de planification stratégique et budgétaire sont de plus en plus souvent déconnectées. Ces évolutions ont pour conséquences une certaine perte de lisibilité de l'architecture programmatique du Québec, y compris pour les citoyens, pour lesquels l'action publique n'est plus aussi transparente que par le passé. Cet article veut démontrer que, pour y remédier, il importe de lancer un vaste chantier de révision de la structure des programmes budgétaires du Québec.

Cliche, Pierre

Gestion budgétaire comparée Québec-Canada : des années 1980 à aujourd'hui / Pierre Cliche

in : Les Cahiers de l'Observatoire , n° 7, 2014, septembre, 26 p.

Analyse des gestions budgétaires des gouvernements du Québec et du Canada qui ont emprunté, au cours des vingt-cinq dernières années, des approches convergentes ayant mené à des résultats divergents. En effet, entre 1990 et 1997, une politique de rigueur budgétaire a conduit à l'élimination des déficits publics. Puis, de 1998 à 2008, une croissance économique a permis une reprise progressive des dépenses. Cependant en 2008, la crise économique a fait replonger les finances canadiennes et québécoises et seul le Canada dispose aujourd'hui, de moyens pour y faire face notamment grâce à de substantiels surplus de la phase précédant la crise. À l'inverse, le gouvernement du Québec n'a pas été en mesure de le faire de manière durable c'est pourquoi, tout le travail pour retrouver une situation financière saine, semble à refaire.

Cotten, Michel et Trosa, Sylvie

Les réformes comptables dans les pays de l'OCDE et en France : des outils pour la performance et la transparence

In : Revue française d'administration publique, n° 123, 2007, p. 293-300

Accès réservé aux publics de l'École



Lamarque, Danièle

Le contrôle supérieur des finances publiques en Allemagne : la Bundesrechnungshof

in : La Revue du Trésor, n° 8-9, 2008, août-septembre, p. 636-639

L'institution supérieure de contrôle des finances publiques allemande, homologue de la Cour des comptes française, est la *Bundesrechnungshof*. Instance collégiale mais non juridictionnelle, la Cour fédérale allemande dispose, ainsi que ses membres, d'un statut garanti par la Constitution. Elle entretient des relations étroites avec le Parlement tout en conservant une large indépendance dans la programmation de ses contrôles et la publication de ses observations.

Les finances publiques au Royaume-Uni : dossier

in : Les Notes bleues de Bercy , n° 341, 2008, 16 au 31 janvier, p. 25-34

Contient : La pluriannualité budgétaire. Le contrôle des finances publiques.

Afin de maîtriser et de redresser ses finances publiques, la France a décidé d'adapter les méthodes d'élaboration du budget de l'État en s'inspirant d'exemples étrangers. L'exemple britannique est ici présenté.

Michel Lascombe, Aurélien Baudu, avec l'aide d'Annabel Le Moal (propos recueillis par)

Le système budgétaire comptable et fiscal des États-Unis : dossier spécial :

in : Revue française de finances publiques , n° 139, 2017, septembre, p. [99]-141

Ce dossier restitue les contributions apportées au sein du Conseil d'État le 20 mars 2017, pour une réflexion juridique sur le système budgétaire et comptable américain, organisée par la section "Droit public financier" de la Société de législation comparée, en lien avec la Société française de finances publiques. La crise du shutdown survenue au cours de l'année 2014, avec la fermeture temporaire des administrations fédérales, a suscité le débat et fait couler beaucoup d'encre aux États-Unis, même si les dernières décennies, le pays a connu des situations similaires à plusieurs reprises. Ces crises soulèvent une question essentielle : la procédure budgétaire et comptable est-elle encore adaptée à la situation politique actuelle des États-Unis ? Cette réflexion est l'occasion d'analyses croisées sur le système budgétaire, comptable et fiscal en France et aux États-Unis.

Flizot, Stéphanie

Un paradoxe : la Cour des comptes et la loi organique du 1er août 2001 [LOLF] face aux expériences étrangères

In : Revue française de finances publiques, n° 86, 2004, avril p. 247-265

Arnaud, Serge ; Rochet, Claude ; Mordacq , Frank [et al.]

L'impact de la LOLF : questions clés du pilotage stratégique des opérateurs de l'État /

in : Revue française d'administration publique, n° 109, 2004, p. 129-156

Table ronde organisée à l'École nationale d'administration (ENA) de Paris le 30 septembre 2003.

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) n'est pas seulement une nouvelle réglementation budgétaire. Elle introduit aussi un changement de grande ampleur, dans la mesure où, à travers elle, se profile une nouvelle gestion et une nouvelle conception de l'administration fondée sur le pilotage par les résultats. Cette transformation profonde soulève un certain nombre de questions auxquelles les expériences françaises et étrangères (Grande-Bretagne, Allemagne, Pays-Bas, Canada, États-Unis) en matière de performance et d'évaluation peuvent fournir des éléments de réponse. C'est à cette analyse que se sont livrés les participants à la table ronde organisée à l'ENA le 30 septembre 2003.

Hawkesworth, Ian ; Klepsvik, Knut

Budgeting levers, strategic agility and the use of performance budgeting in 2011/12

in : OECD Journal on budgeting , n° 1, 2013, p. 105-140

Comment les gouvernements des États membres peuvent réaffecter rapidement les ressources financières d'une priorité à une autre en fonction des besoins ? L'article se penche sur les outils budgétaires qui permettent cette flexibilité dans la gestion des ressources dans le secteur public. Il y est question en particulier des efforts de consolidations budgétaires, d'évaluation des dépenses et d'indicateurs de performance.

Accès réservé aux publics de l'École :



Moretti, Delphine

Accrual practices and reform experiences in OECD countries : results of the 2016 OECD accruals survey

in : OECD Journal on budgeting , n°1, 2016, p. 9-28

L'auteur passe en revue les pratiques actuelles en matière de comptabilité d'exercice dans les pays de l'OCDE, les défis associés aux réformes de la comptabilité d'exercice et évalue les avantages obtenus.

Parlement, loi de finances et évaluation des politiques publiques : dossier

in : Revue marocaine d'audit et de développement, n° 36, 2013, 133 p.

Les communications font le point sur les missions de contrôle et d'évaluation dévolues au Parlement du royaume chérifien.

Santiso Carlos

Pour le meilleur ou pour le pire ? Le rôle du parlement dans le processus budgétaire des pays en développement

In : Revue française d'administration publique 1/ 2006 (no117), p. 149-185

[Accès réservé aux publics de l'École](#)



Takoubakoye, Aminata, sous la direction de Jérôme Diethoeffer

Gouvernance financière par la performance au Niger : défis de la mise en oeuvre de la LOLF au Niger et proposition de démarche à la lumière de l'expérience française

ENA, Direction de la Formation, CIP 2016-2017, promotion Alan Turing ; Université de Strasbourg.

Strasbourg ; Paris : ENA, 2017. - 72 p. ; 30 cm. - (Master Administration publique spécialisé : Cycle international de perfectionnement)

10 Bilan et regards critiques

10.1 Ouvrages



Abate, Bernard

La nouvelle gestion publique : ce que nous avons appris, 2ème éd.

Paris : LGDJ, 2014. - 157 p. ; 21 cm. - (Systèmes. Pratique)

352.3 ABA



Assemblée nationale (1958-...

5 ans après : donner toute sa mesure à la LOLF : rapport d'information sur les décisions d'attribution des moyens budgétaires (préparation du projet de loi de finances, appropriation de la LOLF par le Parlement) / présenté par Michel Bouvard, Jean-Pierre Brad, Thierry Carcenac [et al] ; déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Paris : Assemblée nationale, 2011, 105 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 3644. Les documents d'information DIAN ; 81/2011)

[En ligne sur Internet](#)

336 CIN



Cour des comptes

La comptabilité générale de l'État, dix ans après : une nouvelle étape à engager : rapport public thématique / Cour des comptes

Février 2016. - Paris : La Documentation française, 2016. - 142 p. ; 24 cm.

[En ligne sur internet](#)

L'obligation pour l'État de tenir une comptabilité générale en droits constatés, inspirée de celle des entreprises, a constitué l'une des principales innovations de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Dans le prolongement de son rapport de 2011 sur le bilan de la LOLF, la Cour a conduit une enquête pour apprécier les apports et les limites de cette comptabilité, dix ans après l'entrée en vigueur de la loi organique. La comptabilité générale a répondu à plusieurs des objectifs qui lui avaient été assignés, mais ses apports restent encore insuffisants, en comparaison des attentes qu'avaient placées en elle ses

promoteurs et de l'effort consenti pour la mettre en œuvre. La Cour formule des recommandations pour améliorer les conditions d'établissement de la comptabilité générale de l'État et pour favoriser une meilleure utilisation de celle-ci, afin d'améliorer la gestion publique. Ce rapport propose aussi des éléments de comparaison internationale (États-Unis, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande, Estonie...).



Cour des comptes.

La mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) : un bilan pour de nouvelles perspectives : rapport public thématique

Paris : La Documentation française, 2011, 210 p. ; 24 cm.

[En ligne sur Internet](#)

Le présent rapport public thématique constitue un premier bilan d'ensemble de la mise en œuvre de ce texte au regard de ses ambitions initiales et des événements qui ont marqué la gestion publique au cours des dix dernières années.



La transparence des finances publiques : vers un nouveau modèle : actes du 6e Colloque international de Rabat, 7 et 8 septembre 2012 / organisé par le Ministère de l'économie et des finances du Maroc et FONDAFIP ; sous la direction de Michel Bouvier

Paris : LGDJ, 2013. - VII-184 p. : fig. ; 24 x 16 cm.

Contient : notamment : Rapport introductif : La transparence des finances publiques : une exigence éthique, politique et scientifique / Michel Bouvier. Budgets publics, communication financière et information des citoyens / Lotfi Missoum. Transparence des budgets publics / Jean Gicquel. Transparence et production statistique / Hughes Picard. Clarification des relations financières entre l'État et les collectivités territoriales / Noureddine Boutayeb. Les finances de l'État au Maroc : entre l'ambition, la prévision et l'exécution / Noureddine Bensouda. La transparence des comptes sociaux / Stéphane Thebault. La transparence des comptes sociaux au Maroc / Abdelouahed Souhail. Transparence financière des opérateurs publics : un renouveau du principe d'unité budgétaire / Marie-Christine Esclassan. Transparence financière des établissements et entreprises publics / Samir Mohammed Tazi. Transparence des partenariats financiers entre secteur public et secteur privé / Charles Waline. Réflexions sur les partenariats public-privé / Adil Douiri. La transparence du contrôle parlementaire / Franck Wasserman. Transparence des finances publiques et réforme de l'État / Abdelali Doumou. Transparence et contrôle internet budgétaire et comptable : l'expérience du CGEFI / Patrick De Guerre. Le contrôle budgétaire et comptable : quel devenir ? / Abdelkrim Guiri. Transparence des contrôles administratifs : le cas de l'Inspection générale des Finances en France / Philippe Auberger. Le rôle des juridictions financières dans le renforcement de la transparence / Abdellah Serhane. Transparence et évaluation des politiques publiques : un nouvel enjeu / Alice Lachèze.

Communications sur la transparence des finances publiques à l'heure de la mondialisation : vers quels modèles de transparence aller ? Comment assurer la transparence des décisions financières publiques ? Quels instruments de gestion ? Quels contrôles ?

336 TRA



Nsang Emame, Martin

L'évolution de la gestion budgétaire et comptable de l'État français sous la Ve République : Du RGCP au GBCP : analyse et perspectives / Martin Nsang Emame ; sous la direction de Gabriel Eckert ;

ENA, Promotion Winston Churchill, CIL 2014-2015 ; Université Strasbourg.

Strasbourg ; Paris : ENA, 2015. - 92p. ; 30 cm. - (Master Administration publique générale : Cycle international long)



Rodriguez, Michel

Le service public et la loi organique relative aux lois de finances du 1er août 2001 : contributions de la réforme des finances publiques à la modernisation de l'État / préface de Jean-Marie Pontier

Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2013. - 488 p. ; 25 cm. - (Collection du Centre de recherches administratives, 1955-4737)

Cet ouvrage fait le bilan très positif de cette loi et propose de faire du service public français un modèle de référence.

336 ROD

10.2 Articles

Calmette, Jean-François

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) : un texte, un esprit, une pratique

In : Revue française d'administration publique, n° 117, 2006, p. 43-55

Votée dans un contexte d'argent public rare, la "lettre" de la LOLF a pour objectif d'assurer d'une part l'efficacité de l'utilisation des crédits et d'autre part l'évaluation de l'action des services d'État. Elle passe entre autres par la mise en place d'objectifs de performance des fonctionnaires et par la volonté d'évaluer enfin réellement l'étendue et la valeur du patrimoine public. De ce fait, dans son "esprit", la LOLF trouve son fondement dans l'analyse économique du droit qui implique une démarche utilitariste sous forme d'un calcul d'efficacité. Pourtant, le caractère réellement efficace de la LOLF, dont l'enjeu est la réduction du déficit public, est sans doute à nuancer en "pratique". Dans certains domaines, la notion de "performance" s'adapte en effet mal aux missions de service public.

Accès réservé aux publics de l'École



Chaffardon, Guillaume et Joye Jean-François

La LOLF a dix ans : un rendez-vous "déjà" manqué

in : Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger, n° 2, 2012, p. 303-332

Cet article dresse une analyse et un bilan de la LOLF en se concentrant sur deux des objectifs du texte : liberté / responsabilité des gestionnaires de crédits sur lesquelles le bilan des administrations gestionnaires est mitigé, et restauration du pouvoir financier du Parlement qui reste timoré.

Delon Desmoulin, Corinne

La mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) : un bilan pour de nouvelles perspectives (rapport thématique de la Cour des comptes, novembre 2011)

in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 5, 2012, mai, p. 10-15

Desmoulin, Gil

La recherche de la performance des politiques publiques : de l'illusion à la raison ?

in : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) , n°16, 2013, 6 mai, p. 894-899

En lançant la modernisation de l'action publique (MAP), le premier ministre entend à la fois tourner la page des méthodes antérieures et renouveler l'objectif de performance des politiques publiques. Sans doute, le processus de recherche de la performance initié par la LOLF et la RGPP portait-il une part d'illusion, car la logique théorique s'est trouvée fortement contrariée par les difficultés administratives et la nécessité de réaliser d'importantes économies.

Accès réservé aux publics de l'École :



Ecalte, François

La LOLF, dix ans après

in : Sociétal, n° 71, 2011, 1er trimestre, p. 86-99

Cet article fait un bilan contrasté des apports, notamment en matière d'amélioration de la performance de l'État, et insiste sur la nécessité de distinguer l'efficacité des politiques et la productivité des services.

Eggrickx, Ariel

Réflexion critique sur l'adoption d'outils de gestion par mimétisme : le cas de la LOLF

In : Management & Avenir, n° 54, 2012, p. 61-82.

Accès réservé aux publics de l'École



Fargues, Laurent

RGPP - LOLF : l'impossible cohabitation : [dossier]

in : Acteurs publics, 2011, novembre, n° 78, p. 32-49

Dix ans après sa mise en place, la Cour des comptes publie un rapport critique sur la loi organique relative aux lois de finance (LOLF) et sa difficile cohabitation avec la RGPP. Ce dossier en retrace l'historique et aborde notamment la question du rôle accru du premier ministre dans le pilotage de la LOLF et des difficultés de terrain rencontrés par les fonctionnaires dans l'utilisation des crédits.

Flahault, Isabelle (Coord.)

LOLF : le bilan : [dossier]

In : Regards sur l'actualité, n° 335, 2007, novembre, p. 3-77

Contient : La dimension budgétaire de la LOLF / Amélie Verdier. La performance, un outil et une démarche indispensables au pilotage des politiques publiques / Alexandre Siné, Isabelle Veillet. Les comptes de l'État pour l'exercice 2006 / Michel Bermond. LOLF et réforme de l'État / Edward Arkwright. L'extension des principes de la LOLF à la sécurité sociale et aux collectivités territoriales / Fabrice Robert.

Ce dossier tente de dresser un premier bilan de l'application de la LOLF (loi organique relative aux lois de finances). La situation budgétaire de la France s'est-elle améliorée grâce à ce cadre incitant à la performance des dépenses publiques ? Les indicateurs pour l'évaluer sont-ils pertinents ou doivent-ils être ajustés ? A-t-on une meilleure connaissance des comptes publics ? La LOLF facilite-t-elle la réforme de l'État et une meilleure gestion des emplois publics ? Enfin, faut-il étendre ce cadre à d'autres budgets publics, comme ceux des collectivités territoriales ?

Gestion de l'argent public : quelles responsabilités ? = Management of public funds : what responsibilities ? : [dossier]

in : Revue française de finances publiques , n° 139, 2017, septembre, p. [3]-98

Communications issues du colloque organisé le 19 septembre 2016 au Conseil économique, social et environnemental (Cese, Palais d'Iéna) par l'Association française de cautionnement mutuel (AFCM) et FONDAFIP, avec le concours de la Direction générale des finances publiques.

Contient : La responsabilité financière publique confrontée à un système budgétaire en transition / Michel Bouvier. ETAT DES LIEUX. Le modèle juridictionnel de responsabilité financière : de la différenciation des régimes juridiques en France, au Portugal et en Italie, à l'appréhension d'enjeux communs / Emma Chenillat. Les juridictions financières et les gestionnaires de l'argent public / Jean- Louis Heuga. Comment les comptables publics vivent-ils une responsabilité plus effective dans un contexte toujours plus contraignant de leurs moyens ? / Laurent Rose-Hano. Les assureurs face à l'avalanche réglementaire / Arnaud Chneiweiss. NOUVELLE GESTION PUBLIQUE ET RESPONSABILITÉS. Quelles pistes d'interrogations / Didier Maupas. Le rôle du comptable public dans l'exercice de certification des comptes / Jean Gilles Hoarau. LES CONDITIONS DE L'ÉQUILIBRE DU RÉGIME DE RESPONSABILITÉ. L'équilibre du régime de responsabilité en question / Pierre Louis Mariel. Quelle appréciation le juge des comptes fait-il des conditions d'une application éclairée du régime de la "RPP", afin qu'il trouve ou conserve un équilibre administratif et financier / Gilles Miller. Les justes milieux : la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics / Henry-Michel Crucis. Gestion de l'argent public : quelles responsabilités / Lionel Le Gall.

Litvan, David et Tanguy, François

Comptes de l'État : l'entrée de la réforme comptable dans sa phase de maturité

in : Gestion & finances publiques : la revue , n° 11/12, 2014, novembre-décembre, p. 4-13

Les auteurs expliquent les faits caractéristiques de l'exercice comptable 2013 en insistant en particulier sur : l'appropriation croissante de l'outil Chorus, le renforcement de la qualité comptable, les progrès de la certification (huitième par la Cour des comptes depuis l'entrée en vigueur de la Lolf).

La LOLF et les institutions politiques. Premier bilan de mise en œuvre et perspectives : le point de vue des parlementaires : [dossier]

In : Revue française de finances publiques, n° 94, 2006, mai, p. 1-121

Contient : La première discussion budgétaire en mode LOLF : un pouvoir d'arbitrage exercé par le Parlement / Jean Arthuis. Un premier exercice plutôt satisfaisant / Michel Bouvard. Une première expérience riche d'enseignements / Alain Lambert. Un constat globalement positif / Didier Migaud. Premier bilan du droit d'amendement parlementaire en régime LOLF / Michel Lascombe et Xavier Vandendriessche. Un organe parlementaire d'études et d'informations pour renforcer la capacité d'expertise des commissions des finances des assemblées parlementaires ? / Irène Bouhadana. La LOLF et le Conseil constitutionnel / Jean-Pierre Camby. La LOLF et l'équilibre des pouvoirs / Olivier Gariazzo

Maury, Suzanne

La LOLF est-elle un bon moyen d'évaluer les politiques publiques ?

in : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA), n° 25, 2008, 14 juillet, p. 1366-1372

Sept ans après le vote de la loi et deux ans après la généralisation de sa mise en œuvre, l'auteur s'est interrogée sur la réussite de cette réforme en examinant des objectifs fixés dans trois programmes (le programme 140 "Enseignement scolaire public du premier degré", le programme 107 "Administration pénitentiaire", le programme 148 "Fonction publique"). Il ressort que de nombreux indicateurs ne sont pas renseignés, voire ne sont pas pertinents au regard des objectifs affichés. Certaines des valeurs indiquées ne sont pas vraisemblables, en particulier celles des indicateurs cibles qui ne relèvent pas d'une démarche d'évaluation. En outre, les objectifs fixés esquivent trop souvent les véritables questions.

Accès réservé aux publics de l'École :



Manager la LOLF = managing the LOLF : [dossier]

in : Revue française de finances publiques , n° 137, 2017, février, p. [3]-93

Les communications ici rassemblées sont issues des actes du colloque "Manager en mode LOLF, 15 ans après : des outils et des hommes" organisé par la Cour des comptes, le 22 septembre 2016 à l'Hôtel de Lassay, avec la participation de l'ENA, l'Université Paris-Dauphine, l'Association pour la Fondation internationale de finances publiques (FONDAFIP) et avec le soutien de la Revue Française de Finances Publiques (RFFP).

Mordacq, Frank

Les 10 ans de la réingénierie des processus financiers de l'Etat : quels enseignements pour l'action publique aujourd'hui ?

in : Gestion & finances publiques : la revue , n° 7/8, 2015, juillet-août, p. 16-21

Synthèse des points marquants du colloque du 27 novembre 2014 célébrant les dix ans de la réingénierie des processus financiers de l'État, suivie des perspectives pour la modernisation de l'action publique. Il y est question de la direction de la réforme budgétaire (DRB), des principes de la LOLF dans les processus financiers des services de l'État, de Chorus.

Mordacq, Frank

La LOLF, remède ou placebo à la régulation des finances publiques ?

in : Pouvoirs locaux , n° 95, 2012, décembre, p. 39-91

Article issu du dossier Finances publiques : penser et agir autrement

Mordacq Frank

Premier bilan de la LOLF : 5 ans après sa mise en œuvre

in : Revue française de finances publiques, n° 116, 2011, novembre, p. 83-110

En replaçant la LOLF dans son contexte, l'auteur examine chacun des thèmes de la réforme en faisant ressortir les limites de la loi et les développements apportés depuis son vote il y a dix ans.

Mordacq, Frank

Six ans de pratique de la LOLF : une maturité progressive

in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 4, 2012, avril, p. 32-37

Numéro spécial : la LOLF, 10 ans de pratique : [dossier]

in : Gestion & finances publiques : la revue , n°6, 2016, novembre-décembre, 164 p.

Contient : La LOLF, dix ans de pratique / Frank Mordacq. Le bilan des dix années de mise en œuvre de la LOLF / Didier Migaud. Le point de vue de la Présidente de la Commission des finances du Sénat / Michèle André. La LOLF, un esprit à revivifier dans le nouveau contexte européen / Robin Degron. La LOLF et l'application du principe de sincérité sur le plan budgétaire et comptable / Paul Hernu. Dix ans de comptabilité générale : le point de vue du certificateur / Emmanuel Belluteau. La comptabilité d'analyse des coûts au sein de l'Etat : un outil précurseur qu'il faut continuer de faire évoluer / Véronique Fouque, Augustin de Vredille. Le contrôle budgétaire et comptable ministériel / Franck Mordacq. Peut-on transformer le management public par la réforme budgétaire ? Les exemples de la RCB et de la LOLF / Michel Le Clainche. La LOLF et l'audit interne dans les administrations de l'Etat / Danièle Lajoumard. La LOLF : une réforme à poursuivre dans les autres domaines de la gestion publique / Barnard Abate.

Salais, Robert

La donnée n'est pas un donné : pour une analyse critique de l'évaluation chiffrée de la performance

in : Revue française d'administration publique, n° 135, 2010, p. 497-515

La rhétorique de la performance a occulté les enjeux politiques, éthiques et normatifs des réformes de la gestion publique (LOLF, RGPP), relativement au rôle de l'État et à son action. Une dérive essentielle réside dans le fait que, du haut en bas, les acteurs sont incités, non plus à améliorer les résultats des politiques menées vis-à-vis de leurs objectifs fondamentaux, mais à accroître directement, par tous les moyens, leur score sur les indicateurs selon lesquels ils sont évalués. L'article rappelle que l'objectivité du chiffre repose sur des conventions de mesure et reste subordonnée à l'usage politique qui en est fait. Il met en lumière les problèmes soulevés: conciliation entre performance et justice sociale; comparabilité; normativité cachée (et donc non débattue) au sein des indicateurs; risque de fabrication politique des chiffres. Un registre politique nouveau apparaît, celui de la représentation cognitive des situations, trop peu investi par la recherche.

Accès réservé aux publics de l'École



Saoudi, Messaoud

Deniers de l'État et "nouvelle gestion publique" : vers la fin du caractère inappropriable des deniers publics ?

in : Gestion & finances publiques : la revue, n° 8-9, 2013, août-septembre, p. 11-18

Appelés communément "argent public", les deniers publics appartiennent aux organismes publics et sont par nature inappropriables, considérés comme bien commun, et garantis par un régime de protection et de gestion désintéressé. L'article analyse l'évolution de la gestion administrative de cet argent public qui devient de plus en plus économique : avec la LOLF, avec la notion de performance, avec les règles européennes d'équilibre budgétaire et les financements des États sur les marchés des capitaux, les deniers publics sont désormais soumis aux contraintes des marchés et à la surveillance des agences de notation.

Savineau, Jean-Christophe

La responsabilité budgétaire des ordonnateurs d'établissements publics nationaux : règle toujours nécessaire ou régime obsolète ?

in : Revue française de finances publiques, n° 133, 2016, février, p. 254-274

Cet article s'appuie sur une enquête réalisée auprès d'une centaine d'ordonnateurs d'établissements publics nationaux (EPN), qui doivent articuler leur autonomie de gestion et leur dépendance vis-à-vis d'acteurs externes et internes. La LOLF (Loi organique relative aux lois de finances), puis le décret GBCP (Gestion budgétaire et comptable publique), ont entamé une réforme de leur responsabilité, notamment budgétaire, ainsi que des sanctions qui s'y attachent, pour prendre en compte les évolutions de la gestion publique. Comment les ordonnateurs d'EPN appréhendent-ils la responsabilité qui leur incombe, ainsi que la séparation entre leurs fonctions et celles du comptable ? Leurs réponses sont analysées, parfois en fonction du statut de l'EPN (EPA, Établissement public administratif, EPIC, Établissement public industriel et commercial, EPST, Établissement public à caractère scientifique et technologique, EPSCP, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, et GIP, Groupement d'intérêt public).

La transformation des organisations publiques : [dossier]

in : Management international, vol. 16, n° 3, 2012, printemps, 180 p.

DEUXIÈME DOSSIER SPECIAL : déviations organisationnelles à l'aune de la gestion de la performance publique. Les déviations organisationnelles à l'aune de la gestion de la performance publique : vers une gestion prophylactique des risques de déviance / Bachir Mazouz, César Garzon, Pascal Picard. La caractérisation et le management des déviations organisationnelles liées à la mise en oeuvre d'une démarche de performance publique : application au contexte public local français / Davis, Carassus, Christophe Favoreu, Damien Gardey, ... Débat public et jeux sur les indicateurs : l'exemple du "taux d'élucidation" et du "nombre de gardes à vue" / Patrick Gilbert, Manel Ben Zerafa Alilat. La gestion des "déviations" des associations par les pouvoirs publics : une autonomie conditionnelle / Patrick Valeau, Frédéric Annette. La déviance comme mauvaise pratique : cas du système des marchés publics au Cameroun / Sabine Patricia MOUNGOU Mbenda, Emmanuel Rémy Bekono. Relation d'agence et comportements déviants : le cas des entreprises publiques au Cameroun / Jean-Marie Begne.

Trosa Sylvie

La LOLF : une perspective internationale

in : Revue française de finances publiques, n° 116, 2011, novembre, p. 110-117

Les notions d'objectifs et de résultats restent ambiguës. Sans compter la question de son évolution dans un contexte international : en France, la dimension de management est absente, contrairement à d'autres états qui impliquent la gestion des ressources humaines dans la gestion des budgets.

Trosa, Sylvie

La LOLF, les RGPP et l'évaluation des politiques publiques : bilan et perspectives

in : Revue française de finances publiques, n° 121, 2013, février, p. 243-259

L'auteure propose de dresser le bilan des réformes des politiques publiques (LOLF, RGPP) en partant du rapport de la Cour des comptes sur la LOLF du 26 octobre 2011. Elle s'interroge sur les avancées et progrès des réformes mais aussi les limites voire les régressions constatées, et termine par une série de préconisations suite à ces constats.

Trosa Sylvie

La mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) met-elle en danger sa philosophie ?

In : La lettre du Management Public, n° 54, 2004, novembre-décembre, p.5-6

Zoom sur

➤ ***Dossier spécial L'évaluation des politiques publiques : état(s) de l'art et controverses***
In : *Revue française d'administration publique*, n° 148, 2013

Accès réservé aux publics de l'École



➤ ***Dossier spécial « Rendre des comptes - rendre compte »***
In : *Revue française d'administration publique*, n°160, 2016

Accès réservé aux publics de l'École

